L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

ENTREPRISES
BERCLAY SÉDUIT
AU SALON VIVATECH

INNOVATION
CHAT GPT ET CES AUTRES IA
QUI VONT TRANSFORMER
NOS VIES

DOSSIER
CONSOMMATION,
ENTRE CONVICTIONS
ET OPPORTUNISME

« IL FAUT DÉVELOPPER LE BUSINESS EN CIRCUIT-COURT, NOTRE SOUVERAINETÉ TECHNOLOGIQUE EN DÉPEND ! »

Julien Dargaisse, président de Digital Loire Valley (Lire P.6-7)

Gratuit **#31**
Juillet / Août 2023 édition de l'Indre-et-Loire

www.lepicentre.online

© Gin Pineau

L'ÉPICENTRE
L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE DU VAL DE LOIRE

www.lepicentre.online

Chefs d'entreprise, commerçants, collectivités...

Vous avez besoin de communiquer sur le bassin du Val de Loire au plus près des décideurs économiques ? Vous recherchez des solutions locales pour booster votre business ou votre image, promouvoir vos actions et vos initiatives ?

3 éditions

37 | 41 | 45

30 000 exemplaires

BIMESTRIEL

L'Épicentre s'attache à retranscrire la réalité de la vie économique, sociétale et culturelle des territoires, au travers de nombreux dossiers et reportages.

Nous créons pour vous et avec vous votre plan de communication **complet** et **personnalisé** !

Contactez-nous !

Régie pub *: contact@lepicentre.online - 07 57 90 23 15*

ÉDITO

Juillet / Août 2023
ÉDITION DE L'INDRE-ET-LOIRE
Gratuit
#31
www.lepicentre.online

Groupama Up /
Espace entreprises,
2 avenue de Chateaudun
CS1319 - 41013 Blois Cedex
02 54 74 30 39

PRÉSIDENT
François Delaisse

DIRECTRICE DE PUBLICATION
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online
06 45 76 38 62

RELATIONS EXTÉRIEURES
Philippe Duisit
06 33 22 43 19
Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

CONTACTS COMMERCIAUX
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85

IMPRESSION
Maury Imprimeur

GRAPHISME
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

MAQUETTE
Culture Com

RÉDACTEURS
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion
Camille Colloch

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.
Au capital de 10 000 euros
Siret 53804876000028
Dépôt légal & parution
ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

La période estivale est traditionnellement propice à la consommation. Le soleil revient, le rythme quotidien décélère tranquillement, les vacances se profilent et on a envie de se faire plaisir un peu… Le grand raout bisannuel des soldes participe habituellement à cette frénésie consommatrice. Or, on assiste depuis quelques années, à un désintérêt croissant des Français pour ce grand rendez-vous.

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer ce phénomène. Déjà affaiblie par des promotions quasi-permanentes proposées aux clients, tout au long de l'année, la période des soldes, à l'instar de la consommation au sens large, pourrait être victime de changements comportementaux plus profonds.

Les Français seraient en effet de plus en plus soucieux de leur impact environnemental et réduiraient ainsi en conséquence leur consommation de bien manufacturés. Mais les succès récents d'un géant Chinois de la fast fashion viennent quelque peu ébranler ce postulat, aussi louable soit-il.

Pour certains, ce n'est de toute façon pas une question de choix. L'inflation record des derniers mois entrainant une forte baisse de pouvoir d'achat a pénalisé de nombreux foyers.

© freepik

Notre dossier du mois « *Consommation, entre convictions et opportunisme* » s'est donc intéressé à décrypter ces phénomènes et ces nouveaux comportements d'achat.

Bonne lecture et un bel été à tous,

La rédaction

SOMMAIRE

5 EN BREF

SUCCÈS POUR LA PREMIÈRE NUIT DU BIEN COMMUN À L'OPÉRA DE TOURS

LA FONDATION D'ENTREPRISE BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE LANCE LA 2ÈME ÉDITION DE MON TERRITOIRE INNOVE

6 À LA UNE

INTERVIEW AVEC JULIEN DARGAISSE, PRÉSIDENT DE DIGITAL LOIRE VALLEY

© Gin Pineau

© Freepik

10 ACTUALITÉS

UN NOUVEAU CENTRE R&D POUR ACCOMPAGNER LA CROISSANCE DU GROUPE ADEXSI

BERCLET SÉDUIT AU SALON VIVATECH

36 LE DOSSIER

CONSOMMATION, ENTRE CONVICTIONS ET OPPORTUNISME

41 CONSOMMATION

S'HABILLER AVEC DES VÊTEMENTS MADE IN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE, C'EST POSSIBLE

45 SPORT

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY APPROCHE !

© Freepik

46 PORTRAIT

D'ALGOFLASH À L'ÉCRITURE : LE PARCOURS HORS NORME DE FRANÇOIS SANTINI

26 LE MAG

L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE Hervé Samalgaskl et Fabienne Torche-Kessler

EMPLOI FORMATION Que faire avec mon CPF en région Centre-Val de Loire ?

MANAGEMENT RH Emploi : les nouvelles attentes des jeunes

TRANSITIONS Il était une fois, une maison en bois

Succès pour la première Nuit du Bien Commun à l'Opéra de Tours

Le 6 juin dernier, l'Opéra de Tours accueillait sa première Nuit du Bien Commun. 700 personnes étaient présentes à cette soirée de levée de dons *« aux enchères »*. 384 600 € ont été levés au profit des associations d'Indre-et-Loire retenues au préalable car ayant un impact positif sur la société. Sur les 65 associations qui avaient candidaté à cette soirée, neuf avaient été retenues. Depuis sa création en 2017, la Nuit du Bien Commun essaime partout en France, en Europe, et a levé plus de 12 millions d'euros de dons pour 243 projets. Créé à Paris, l'événement a lieu tous les ans à l'Olympia. Pour une dizaine de villes dont Tours, 2023 marque la première édition de la Nuit du Bien Commun.

« Cette première Nuit du Bien Commun à Tours a été un vrai succès, se félicite Mikaël Goachet, membre du comité d'organisation. *Tous les retours des entreprises présentes à la soirée sont plus que positifs et beaucoup souhaitent impliquer leurs salariés l'année prochaine ! C'est un événement plein d'espoir et dynamisant. »*

Plus d'informations sur https://tours.lanuitdubiencommun.com/

© André Villmain

La Fondation d'entreprise Banque Populaire Val de France lance la 2ème édition de Mon territoire innove

La Fondation d'entreprise Banque Populaire Val de France, en co-construction avec plusieurs partenaires, propose la 2ème édition de son appel à projets Mon territoire innove. Cette initiative a pour objectif d'encourager et de soutenir le développement de projets qui répondent à des problématiques sociétales tout en favorisant la coopération territoriale.
L'édition 2023 aura pour thématique *« Activités à impact : coopérons pour développer nos territoires »*, et accompagnera les acteurs impliqués dans le développement ou la consolidation d'un projet de coopération territoriale. Pour cette édition, la Fondation Banque Populaire Val de France a fait appel à de nombreux partenaires, tous impliqués dans le maillage économique et social de son territoire. Entre autres partenaires, la Fondation a coconstruit cet appel à projets avec la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Centre-Val de Loire, qui intervient au niveau régional, mais également d'acteurs dont le spectre d'intervention dépasse les frontières de la région comme l'Institut National de l'Économie Circulaire.

Les conditions de candidature

Cet appel à projets est ouvert aux acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire tels que des institutions publiques ou des structures de l'économie sociale et solidaire de plus de six mois d'existence. Les structures et projets présentés doivent émaner de groupements localisés sur le territoire que couvre la Banque Populaire Val de France : Yvelines, Hauts-De-Seine, Eure-et-Loir, Essonne, Loir-et-Cher, Cher, Loiret, Indre-et-Loire, Vienne et Indre.
L'ouverture de la 2ème édition de Mon territoire innove sera effective à partir du 21 avril et les candidatures pourront être déposées jusqu'au 29 septembre.

Pour plus d'informations sur Mon territoire innove : www.banquepopulaire.fr/valdefrance/votre-banque/fondation/mon-territoire-innove-infos

VALORISEZ VOTRE PROJET IMMOBILIER PROFESSIONNEL !

Location de commerces

Contactez **Benjamin Adriaenssens,** membre de la Chambre des Experts Immobiliers de France et du Réseau 3C spécialiste de l'immobilier commercial et professionnel.

06 18 11 73 20
benjamin.adriaenssens@imvaloris.com

IM Valoris
L'IMMOBILIER INDÉPENDANT

Cession de baux commerciaux

Vente de murs commerciaux

Location et vente de bureaux

IM Valoris ■ 73 rue Marceau à Tours ■ 02 47 200 000 ■ www.imvaloris.fr

« Il faut développer le business en circuit-court, notre souveraineté technologique en dépend ! »

Julien Dargaisse, président de Digital Loire Valley

L'Épicentre : *Vous venez de voir votre mandat de président renouvelé à la tête de Digital Loire Valley. Quel regard portez-vous sur votre précédent mandat, et quels objectifs vous fixez-vous pour ce second ?*
Julien Dargaisse : *C'est effectivement mon second mandat – puisque je passerai la main à son terme –, mais c'est la première fois que je suis élu à la tête de l'association. Digital Loire Valley n'a en effet été créée qu'en 2021. Le premier mandat a été extrêmement positif. L'association s'est très vite installée, signe qu'elle répondait à un manque. Elle compte déjà six salariés. Nous avons eu la chance de trouver rapidement des partenaires et des financements, même si ce travail a été conduit bien en amont de la création officielle, et que le covid ne l'a guère facilité. Elle est aujourd'hui financée à moitié par le privé – via les cotisations des membres et les sponsors –, le public apportant l'autre moitié : la Région, les métropoles de Tours et d'Orléans, etc. Nous avons en outre eu la chance de recruter une équipe solide – aujourd'hui dirigée par Guillaume Vanneste –, ce qui permet d'envisager sereinement ce nouveau mandat. Ce sera celui de la consolidation. Si nous avons d'emblée réussi à attirer les différents acteurs de la région, l'objectif est désormais de combler les quelques trous dans la raquette qui subsistent et, surtout, de muscler le jeu collectif, que ce soit avec l'agence Dev'up, les établissements de formation, les entreprises… Je tiens particulièrement à renforcer les liens entre les adhérents – on compte environ 200 organisations membres –, à ce qu'ils puissent échanger plus régulièrement, et de manière qualitative. Nous avons recruté un « relationship manager » à cette fin, et nous en accueillerons un second en septembre. Il est pour moi impératif de développer le business en circuit-court, d'arrêter d'aller chercher ailleurs, souvent par ignorance, ce dont on dispose déjà localement. Notre souveraineté technologique en dépend.*

L'Épicentre : *Développer le business, cela reste l'objectif principal ?*
Julien Dargaisse : *Oui. En créant cette association, nous nous sommes fixé trois priorités. La première, c'est attirer les talents. Les talents futurs, en sensibilisant au numérique les plus jeunes, notamment dans les collèges, pour leur donner envie de rejoindre ce secteur. Et les talents existants hors de notre territoire, en les faisant venir dans la région. La deuxième priorité, c'est favoriser la transition des industries vers le numérique. C'est le programme « Tech in Fab » porté par BPI France. Notre association n'a pas pour but de réunir exclusivement des acteurs de la tech, mais bien de fédérer l'ensemble des acteurs qui veulent innover avec le numérique, quels qu'ils soient. La troisième priorité, c'est le développement à l'international. Notre marché domestique est trop petit. Il faut que les acteurs conduisent a minima une réflexion à l'échelle européenne, si ce n'est mondiale. Le tout visant à développer les affaires et l'emploi dans notre région.*

L'Épicentre : *Comment se place la France dans cette compétition mondiale ?*
Nous avons fait beaucoup de progrès ces dix dernières années. La France se défend particulièrement bien en matière de création de champions du numérique et pour attirer les investisseurs. En revanche, elle est très mal classée pour la digitalisation de ses entreprises, ce que relève notamment le classement DESI (v. encadré). D'où l'importance d'une structure comme la nôtre, qui a précisément pour vocation que le numérique innerve l'ensemble des entreprises.

L'Épicentre : *Et comment se place la région Centre-Val de Loire par rapport à ses consœurs ?*
Julien Dargaisse : *Il n'est pas aisé de se prononcer, même si ma place au sein du conseil national de la French Tech me permet d'avoir un peu de recul. Notre région compte beaucoup moins d'acteurs que les autres, et notamment très peu de licornes – une seule à dire vrai, avec l'usine de production de Ledger à Vierzon, leader mondial des solutions de sécurisation des crypto-monnaies. Nous avons vraiment besoin de produire davantage de talents, d'où la nécessité d'ouvrir de nouvelles écoles, et en amont de sensibiliser les plus jeunes à ces métiers. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les jeunes ne sont pas tant attirés que cela par le numérique et il convient de les sensibiliser dès le plus jeune âge, l'image d'un métier se formant très tôt.*
En revanche, la proximité de la région avec Paris, son cadre de vie, ses infrastructures de transport et numériques sont des atouts certains, que le covid a davantage mis en valeur. C'est difficile à dire, compte tenu de ses nombreuses conséquences funestes, mais le covid a été dans une certaine mesure une chance pour la région. Je suis persuadé que les grandes métropoles ont aujourd'hui atteint leur plafond de verre. C'est la revanche des villes moyennes, dans lesquelles j'inclus Tours et Orléans. Pour preuve, elles viennent toutes deux d'entrer dans le top 20 des « meilleures villes françaises pour les start-up en 2023 », selon un classement établi par Startup Blink.

Classement DESI, kezaco ?

La Commission européenne publie chaque année un « *indice relatif à l'économie et à la société numériques* », DESI pour les intimes. De manière générale, la France s'y classe à la 12e place, avec un score très légèrement supérieur à la moyenne des 27 États membres de l'Union européenne. Ses résultats varient toutefois fortement en fonction des 4 critères étudiées. Si elle est classée en 5e place pour la « *connectivité* » (les infrastructures), elle est 12e sur l'axe « *capital humain* », 15e pour les « *services publics numériques* » et surtout 20e pour l'intégration des technologies numériques dans les activités des entreprises.

L'Épicentre : *La Commission européenne vient de pointer la sous-performance du système scolaire français, « en dépit de dépenses publiques au-dessus de la moyenne de l'OCDE ». La sous-performance en mathématiques est particulièrement visée. N'est-ce pas un frein important à l'essor du numérique, alors que la Commission relève par ailleurs que l'Hexagone fait également face à « une grave pénurie de spécialistes des technologies de l'information et de la communication » ? Et quid de l'anglais des élèves français dans cette compétition internationale ?*

Julien Dargaisse : *Il m'est difficile de me prononcer sur les performances du système scolaire. Une chose est sûre : il est important d'avoir un coup d'avance. Par exemple, je ne suis pas certain qu'il soit aujourd'hui prioritaire de former des comptables, alors qu'une grande partie de leurs tâches peut désormais être automatisée. Évidemment, les mathématiques et le codage sont importants. Mais Chat GPT est aujourd'hui capable d'écrire des programmes informatiques qui fonctionnent très bien. En revanche, nous aurons demain plus que jamais besoin de personnes capables de dialoguer avec l'intelligence artificielle. Pour que ChatGPT soit réellement efficient, on a besoin de compétences littéraires afin qu'il utilise les mots justes. Cela peut sembler paradoxal, mais l'essor des nouvelles technologiques sonne sans doute l'heure de la revanche des littéraires. S'agissant de l'anglais, je pense que ce n'est plus vraiment un problème aujourd'hui pour les jeunes générations. Quand on se compare avec les ressortissants des autres nations, je pense qu'on n'a nullement à rougir de notre niveau.*

Au-delà, et pour ne pas esquiver la question du système scolaire, je pense que l'une des principales difficultés réside dans le peu de temps dont disposent les enseignants pour accompagner les jeunes vers l'entreprise. Il faudrait consacrer davantage de temps à l'acculturation et à l'insertion dans le monde professionnel. C'est pour cela que nous accordons à Digital Loire Valley beaucoup d'importance au fait de venir présenter l'entreprise à l'école. Pour être honnête, il existe encore des réticences chez certains enseignants, et je le déplore. Nous parvenons toutefois à les vaincre, notamment avec l'aide des professeurs d'économie, d'anglais ou de mathématiques, qui trouvent peut-être plus facilement un lien entre leur matière et l'entreprise. Mais cela devrait être possible avec tous. J'en veux pour preuve l'action conduite par l'association Entreprendre pour apprendre, qui existe en France depuis plus de 30 ans mais qui reste malheureusement trop méconnue. Elle propose aux élèves d'une classe de créer leur propre entreprise, suivant différents formats (une journée, une semaine, une année ou deux). Et ce, de l'idée jusqu'à la commercialisation. Lorsqu'ils sont vraiment à la manœuvre – cela n'a pas d'intérêt autrement –, les résultats sont bluffant, car les élèves prennent conscience très concrètement de l'utilité des mathématiques, ne serait que pour la comptabilité, de l'anglais pour vendre à l'international, mais aussi du français pour rédiger des prospectus, etc. Bref, cela donne du sens à l'enseignement délivré. Je suis convaincu qu'un tel dispositif devrait être obligatoire dans le cursus.

L'Épicentre : *À la tête d'une entreprise en pleine croissance* (v. encadré), *vous n'êtes pas inoccupé. Qu'est-ce qui vous motive à prendre ces responsabilités, chronophages, à la tête d'une association comme Digital Loire Valley, au sein du Conseil national de la French Tech, etc. ?*

Julien Dargaisse : *Je mentirais en disant que c'est par philanthropie. Mon objectif, c'est de développer le business et l'emploi dans la région, au bénéfice de tous, dont le mien et celui de mes enfants. La réussite, c'est l'affaire de tous, et chacun doit y prendre sa part.*

Frédéric Fortin

InterviewApp

Julien Dargaisse, président de Digital Loire Valley.

Comme souvent, InterviewApp, – l'entreprise fondée par Julien Dargaisse qui propose un outil d'entretien vidéo à distance, asynchrone et automatisé – est née d'un manque. « *En 2010, la fin de mes études au Mexique approchant, je m'étais mis à la recherche d'un emploi en France. Compte tenu de l'éloignement et du décalage horaire, je me suis rapidement rendu compte de la difficulté de pouvoir répondre aux demandes d'entretien d'embauche* », raconte l'entrepreneur. Si l'idée est venue au Mexique, elle a pris d'abord corps à Londres, où le jeune entrepreneur avait suivi son épouse, puis à Tours, au sein de l'incubateur de l'école dont il est diplômé, Excelia. Depuis, elle a encore fait du chemin ! L'entreprise compte en effet plus de 2 300 clients… dans 42 pays. « *Le marché est mondial. Tant les utilisateurs que nos concurrents* », souligne Julien Dargaisse, en relevant que son principal concurrent, Hirevue, a été racheté par Blackrock. Au passage, il avoue que le covid n'a pas été sans lui donner un petit coup de pouce. L'outil est aujourd'hui également utilisé dans les formations à l'insertion ou dans les écoles de commerce, qui entrainent par ce biais leurs étudiants aux entretiens oraux. « *Nous travaillons aussi depuis 3 ans avec le Cned pour préparer les élèves au grand oral du baccalauréat* », ajoute le fondateur, qui rappelle que « *s'exprimer à l'oral, c'est comme le reste. Cela s'apprend.* »

La Banque Populaire Val de France veut créer un impact positif régional

Nouvelle gouvernance, nouvelle organisation sur le marché des entreprises et nouveaux engagements sociétaux, la Banque Populaire Val de France lance son nouveau plan stratégique avec la volonté de créer un impact positif sur l'économie régionale.

La formule joue habilement sur les mots : « *Un pacte impact +* ». Ainsi s'intitule le plan stratégique de la Banque Populaire Val de France. « *Il se fixe un objectif à fin 2024, mais il donne une vision beaucoup plus large jusqu'en 2030* », annonce Mathieu Réquillart, le directeur général. « *Un pacte* » car il a été conçu en associant les clients et les collaborateurs dans une démarche concertée. « *Impact +* » car il porte l'ambition d'exercer un impact positif sur le développement du territoire, notamment en portant les projets de transition énergétique. « *Nous sommes déjà fortement engagés dans cette démarche,* poursuit Mathieu Réquillart. *En 2022, nous avons financé 70 projets d'énergie renouvelable représentant une production de 12,6 mégawatts, et nous avons soutenu pour 52 millions d'euros des travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, avec un objectif à 100 millions d'euros pour 2024. Enfin, notre propre plan de sobriété énergétique a fait baisser de 30 % nos dépenses sur ce poste au premier trimestre de cette année.* »

Des banques d'affaires dans les grandes villes

Le lancement du nouveau plan stratégique de la Banque Populaire Val de France s'inscrit dans l'instauration d'une nouvelle gouvernance. Autour de Mathieu Réquillart, en poste depuis janvier 2022, sont arrivés au cours des derniers mois deux directeurs généraux adjoints : Élisabeth Moreau, en charge du pôle développement, et Pierre Foucry, pour le pôle ressources.
Très présente auprès des particuliers et professionnels, qui représentent 80 % de sa clientèle, la banque régionale entend se renforcer sur le marché des entreprises. Elle va spécialiser ses conseillers en les répartissant par typologie de clientèle en fonction du chiffre d'affaires à partir de 1,5 million d'euros et au-delà de 5 millions d'euros. D'ici la fin de l'année, une dizaine de « *banques d'affaires* » dédiées à ces marchés seront ouvertes dans les principales villes de son territoire.

27 000 nouveaux clients

Concernant l'activité sur le marché des entreprises, la Banque Populaire Val de France n'observe pas de signes alarmants de défaillances liées au remboursement des prêts garantis par l'Etat (PGE). « *La sinistrabilité se situe autour de 4 à 4,5 %, ce qui n'est pas supérieur aux autres encours,* explique Mathieu Réquillart. *Nous ne percevons pas de tension particulière sur les trésoreries et, de toute façon, notre rôle consiste à accompagner les entreprises y compris dans les moments difficiles.* »
Si ses résultats 2022 ont été pénalisés par l'augmentation du coût du risque (lire encadré), la Banque Populaire Val de France a toutefois enregistré une belle progression de son portefeuille de clientèle en recrutant 27 000 nouveaux clients l'an dernier. Un impact déjà positif !

Bruno Goupille

L'équipe de gouvernance de la Banque Populaire Val de France (de gauche à droite) : Pierre Foucry, directeur général adjoint, Elisabeth Moreau, directrice générale adjointe, Gérard Bellemon, président du conseil d'administration, et Mathieu Réquillart, directeur général.

Des résultats impactés par le coût du risque

Malgré des conditions externes défavorables avec une inflation et des taux d'intérêt à la hausse, la Banque Populaire Val de France a fait progresser sensiblement son chiffre d'affaires en 2022. Le produit net bancaire passe à 423 millions d'euros en augmentation de 1,8 %. L'effort commercial, avec 4 milliards d'euros de crédits distribués dont 2 milliards pour l'habitat, et les hausses du volume des commissions ont compensé l'effet destructeur (-7,5%) de l'augmentation des taux sur la marge nette d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts servis). Si les frais généraux restent contenus à une progression de 1,6%, en revanche, le coût du risque augmente sensiblement de 14,5%, reflet d'une progression des défauts de paiement et des défaillances d'entreprise. Dans une lecture plus optimiste, la direction de la Banque Populaire y voit le signe d'une banque qui se développe. Au final, le résultat net s'établit à 97 millions d'euros, soit l'équivalent de celui de l'année précédente.
Sur les deux ratios fétiches du secteur bancaire, la Banque Populaire Val de France se classe plutôt dans les bons élèves avec un coefficient d'exploitation (rapport charges / revenus) de 63,5%, pour une moyenne française autour de 67%, et un ratio de solvabilité (rapport fonds propres / encours pondérés) de 16,1% face à une exigence réglementaire à 10,5%.

Appel à projets : « *mon territoire innove* »

Pour la deuxième année consécutive, la Fondation Banque Populaire Val de France lance un appel à projets intitulé « *mon territoire innove* ». Il s'adresse aux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire localisés sur le territoire de la banque et vise à récompenser les projets liés à la transition énergétique, la mobilité, la construction durable ou encore à l'insertion et au handicap. Inscription jusqu'au 29 septembre.

Les Groupements de Prévention Agrées (GPA), une aide précieuse aux entrepreneurs en difficulté

Réunis en assemblée générale près de Tours en juin dernier, l'utilité des Groupements de Prévention Agrées s'est confirmée dans un contexte post-covid avec des entreprises qui présentent potentiellement des difficultés. Retour sur une association à forte valeur ajoutée.

Encadrés par les dispositions des articles L 611-1 et suivants du code de commerce, les Groupements de Prévention Agrées (GPA) visent *« à fournir à leurs adhérents, de façon confidentielle, une analyse des informations économiques, comptables et financières que ceux-ci s'engagent à lui transmettre régulièrement. »*

Un organisme de soutien gratuit

Lors de l'assemblée générale de l'association, le 14 juin dernier au Château Gaudrelle à Rochecorbon, le président du GPA Centre-Val de Loire Patrice Duceau a dressé le bilan de 2022 : *« 280 entreprises ont été reçues par l'association. Bien que l'entreprise "typique" soit une TPE avec moins de cinq salariés (77%), le président relève que 32% des entreprises n'ont aucun salarié. Si l'activité des GPA a été perturbée depuis deux ans avec le covid, elle repart avec notamment un changement de paradigme. Jusqu'à présent, les petites entreprises toquaient à la porte des GPA. Aujourd'hui, on a davantage d'entreprises moyennes, de 20 à 50 salariés. 30 % d'entre elles ont même plus de 10 ans. »*

Un changement de paradigme qui augure d'un accompagnement plus renforcé encore grâce aux 70 bénévoles qui composent l'association. Anciens notaires, huissiers, commissaires aux comptes, chefs d'entreprise, etc. Ils sont des facilitateurs qui accompagnent les entreprises, leur fournissent un plan d'action sur un à trois ans et qui cherchent des solutions pour les sortir de leurs difficultés.

Une action avec les partenaires locaux

Les acteurs du territoire figurent parmi les prescripteurs ou lanceurs d'alerte comme la CPME, l'URSSAF, la DREETS ou encore des experts-comptables. Pour autant, *« La démarche revient toujours à l'entreprise qui choisit de contacter ou non les bénévoles du GPA »*, précise Bernard Imbert, vice-président régional et président du GPA Loir-et-Cher.

« On a acquis une certaine légitimité. Nous n'avons rien à vendre et agissons pour le bien commun. Certains entrepreneurs viennent juste pour se rassurer. Nous redonnons confiance à tous ces hommes et ces femmes qui nous sollicitent », souligne Patrice Duceau.

Les membres et présidents des GPA locaux avec le président du GPA Centre-Val de Loire Patrice Duceau (2e en partant de la droite sur la photo).

Mélanie Authier, adjointe au Commissaire aux Restructurations et Prévention des difficultés des entreprises (CRP) rappelle que *« les GPA et les CRP travaillent bien ensemble, étant tous deux au service des entreprises ».*
Julien Floc'h, directeur régional de l'URSSAF Centre-Val de Loire ajoute de son côté que *« même si l'image de l'URSSAF change, des entreprises peuvent craindre d'aller vers nous. Les GPA sont nos relais, nos simplificateurs. »*

Une assemblée générale essentielle

La récente AG du 14 juin a réuni une trentaine de membres de l'association régionale.

Alban Marché, directeur mission économique à la région Centre-Val de Loire insiste sur *« l'importance de la tenue des assemblées générales des GPA pour connaître leurs interlocuteurs, se rencontrer parfois de manière plus informelle et surtout évaluer l'activité des GPA ».*
Deux annonces ont marqué cette AG régionale. La première concerne la mise en place d'une convention régionale avec les tribunaux de commerce, les administrateurs judiciaires et les GPA. La seconde est celle du renforcement du maillage des GPA à l'échelle nationale d'ici la fin de l'année 2023. Une mise en lumière qui ne fera que confirmer la forte valeur ajoutée des GPA dans l'accompagnement des entreprises en difficulté.

Contact : www.gpacvl.fr

Camille Colloch

Un nouveau centre R&D pour accompagner la croissance du groupe ADEXSI

Le 23 mai dernier à Luynes (37), plus de 200 personnes avaient répondu présent pour l'inauguration d'un nouveau centre Recherche & Développement. Baptisé Le labo, cet espace a été construit par ADEXSI, spécialiste de la sécurité incendie et de l'optimisation énergétique des bâtiments. Visite des lieux avec Jean-Marie Caous, directeur technique chez ADEXSI.

Acteur de la sécurité incendie et de l'optimisation énergétique des bâtiments neufs ou en rénovation, le groupe ADEXSI emploie aujourd'hui 650 collaborateurs dans le monde et réalise un chiffre d'affaires de 163 millions d'euros.

Présent dans plus de 40 pays, le groupe propose un portefeuille de solutions pour l'éclairement zénithal, le design, la ventilation naturelle, le rafraîchissement des bâtiments, l'isolation, le désenfumage ou encore la gestion énergétique de tous les bâtiments.

Expérimenter en tout temps et par tout temps

Édifié sur le site de production de sa filiale Bluetek à Luynes, Le labo s'impose comme le bâtiment expérimental du groupe ADEXSI.
Ses 500 m² d'espaces ont été pensés tant comme un outil de tests des produits du groupe en situation réelle que comme un levier d'accompagnement de la croissance de ses quatre filiales (Bluetek ; Souchier-Boullet ; Tellier Brise-Soleil et Genatis).

Conçu à partir d'un cahier des charges rédigé par les équipes d'ADEXSI et en partenariat avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et l'expert en ventilation naturelle Jacques Gandemer, *« Le labo est un centre Recherche & Développement unique. Nous avons étudié le quartier en soufflerie afin de s'assurer que certains éléments du labo soient exposés au maximum aux vents dominants. Nous avons veillé à ce qu'il n'y ait pas d'ombre portée par d'autres bâtiments. Le labo a également une façade plein sud et une toiture suffisamment haute pour capter les conditions météo sans l'influence des bâtiments voisins. Il est par ailleurs volontairement vide car ce qui nous intéresse, c'est véritablement l'enveloppe »*, précise Jean-Marie Caous, directeur technique chez ADESXI.

Au sein du labo, l'équipe technique est chargée de programmer, piloter et collecter les résultats des tests à l'aide d'outils numériques de pointe.

Évaluer le bon fonctionnement des nouveaux rafraichisseurs adiabatiques de la filiale Souchier-Boullet, les ombrages et brise-soleil mobiles de Tellier Brise-Soleil font partie des études en cours.

Jean-Marie Caous, directeur technique d'ADEXSI.

« Concernant les tests relatifs aux ombrages et brise-soleil mobiles de notre marque TellierBrise-Soleil, il s'agit à la fois de les évaluer pour optimiser leurs apports solaires, tout en conservant un apport de lumière naturelle permettant ainsi de limiter la consommation d'électricité et de lutter contre la dépression saisonnière », précise le directeur technique.

Le bâtiment, un Lego® en kit

Toute la structure du bâtiment a été pensée pour pouvoir réaliser au quotidien des essais avec ses murs extérieurs modulables, ses façades vitrées, son toit terrasse en partie démontable et ses deux volumes intérieurs séparés par une cloison amovible. Les équipes expérimentent déjà les nombreuses configurations offertes par ce bâtiment et collectent les résultats des tests à l'aide d'outils numériques de pointe.

« On peut changer 50% du toit ou du mur, tel un gros Lego®. Il s'agit véritablement de vérifier si ce qui est prévu dans le logiciel de simulation, on l'obtient en vrai. Nous avons l'habitude de travailler sur des changements d'habitudes. Si l'on n'a pas des choses solides, il devient compliqué de convaincre. Aujourd'hui, il faut être de plus en plus précis », indique Jean-Marie Caous.

Les premières chaleurs de juin ont déjà offert un beau terrain de jeux aux équipes qui sont, depuis l'inauguration, déjà fortement sollicitées par leurs clients comme les bureaux d'études.

Camille Colloch

Berclet séduit au salon Vivatech

Le prototype du périphérique informatique audio tourangeau a séduit les visiteurs de Viva Technology, salon de l'innovation technologique à Paris. Le Berclet, cette nouvelle mini-table de mixage permettant de modifier le son de l'ordinateur application par application en temps réel, sera disponible sur le marché dès septembre.

Le périphérique Berclet.

Une très belle opportunité pour ce nouveau périphérique d'être présent sur le stand DEV'UP Centre-Val de Loire au salon Vivatech, pendant deux Jours. Composé de deux sliders motorisés et quatre boutons, ce produit nommé Berclet a la spécificité de permettre le réglage du son d'une application par rapport à une autre, en toute simplicité. « *Les retours des utilisateurs au salon sont très positifs. Le fait de contrôler le son des applications et des périphériques sans jamais quitter son jeu est vraiment un atout. Les testeurs ont vraiment apprécié le maniement d'un seul et unique mouvement, sans Alt-tab et autres manipulations, juste du bout des doigts.* » explique Clément Gilavert, le concepteur du Berclet.

Ce périphérique est né du constat de l'utilisation croissante de plusieurs écrans sur les ordinateurs, certainement dans l'idée d'effectuer plusieurs choses en même temps ou surtout pour garder un œil sur une autre application. Comme écouter de la musique pendant l'écriture d'un article, ou regarder une série en même temps qu'on joue à un jeu en ligne ! L'argument du Berclet est de pouvoir adapter d'un simple mouvement du doigt le son de l'une ou l'autre des sources en fonction de là où doit se porter l'attention à un instant donné. En fait, le périphérique n'oblige pas à quitter l'application principale pour effectuer le réglage, un confort que les gamers devraient adorer.

Made in France

Le Berclet est conçu en France, une exception aujourd'hui dans le secteur informatique, par CG Conception. Il est actuellement en cours de fabrication et en pré-vente sur le site, la livraison est prévue pour septembre 2023. Le concepteur Clément Gilavert a choisi d'habiller le Berclet d'Alcantara pour un meilleur confort et de couleur bleu ou rose, au choix, pour le coté fun. La démarche de fabrication est responsable avec de l'acier français, de l'ABS moulé en France et un emballage 100 % recyclable. Autre atout considérable, la garantie proposée pendant cinq ans avec un service de réparation en interne, un gage de sérieux avec surtout une volonté de lutter contre l'obsolescence programmée. « *Nous avons travaillé pendant plus de deux ans, notamment avec un designer industriel, afin de choisir des matériaux nobles, de perfectionner l'encombrement, et d'obtenir un produit à la hauteur de nos exigences* » précise Clément Gilavert, le fondateur de CG Conception.

Cette idée à germer dans l'esprit de Clément en 2020. Il a travaillé pendant deux ans sur le produit. BPI France a soutenu le projet depuis le début. Aujourd'hui CG Conception s'est structuré, installé à Tours et est prêt à lancer ce nouveau produit informatique tourangeau.

www.berclet.fr

Réseau PRAXY
CAP RECYCLAGE
COMBUSTIBLE SOLIDE DE RÉCUPÉRATION
Notre solution de **valorisation** des matières complexes issues **des activités économiques**
+ de valorisation
+ alternative durable à l'enfouissement
+ substitution énergies fossiles
− de rejets de CO2
Où nous trouver ?
Esvres (37)
Saint-Amand-Longpré (41)
Saint-Georges-sur-Eure (28)
Saint-Denis-Lanneray (28)
cap.recyclage@chavigny.fr
© CAP RECYCLAGE, tous droits réservés.

SVO Systems et TPO Télésurveillance
La technologie au service de votre protection

Après plus de quinze ans à la tête du Groupe SPO, Patrick Obligis revient sur son évolution récente : « L'acquisition de SPO Sécurité (gardiennage et sécurité mobile) par le Groupe OP, a été l'opportunité de me recentrer sur les activités de protection électronique et de télésurveillance. C'est un domaine passionnant, qui évolue rapidement grâce à la technologie ».

Ainsi SPO Systems devient SVO Systems et SPO services devient TPO télésurveillance
À ses côtés pour diriger SVO Systems, spécialisée dans l'installation de systèmes électroniques de sûreté, Vincent Vanthuyne, directeur général de la nouvelle marque. Il partage sa vision de l'évolution et des usages des outils de protection : *« Les caméras de vidéo protection sont de plus en plus performantes, elles offrent un nombre de pixels augmenté pour une qualité d'image de plus en plus nette, des téléobjectifs de tailles variées pour des prises de vue différentes (Panoramique – portrait) et des distances d'infrarouges plus longues servant à détecter des éléments mouvants avec plus de précision ».*

L'innovation est permanente avec la reconnaissance automatique de formes (personne portant un masque sanitaire), de couleur (voiture rouge) ou encore de sous-catégories (animaux, types d'objets), permettant l'installation de systèmes de contrôles d'accès automatiques par exemple, sur les sites industriels. Aussi, l'arrivée de l'intelligence artificielle intégrée dans les caméras dites *« embarquées »* permet de classifier de plus en plus de catégories d'objets, d'humains et d'éléments naturels (végétation). *« Autrefois, un insecte ou un coup de vent pouvait déclencher des alarmes intrusion, aujourd'hui, avec la performance de ces nouveaux systèmes, c'est extrêmement limité »*, précise Vincent Vanthuyne.

De l'analyse des besoins à la mise en service des équipements, SVO Systems propose des solutions clé en main. Ils vous conseillent notamment au sujet des bonnes pratiques à appliquer selon les environnements : commerces, voie publique, immeubles d'habitation, lieux de travail.

Si SVO Systems gère l'installation des outils auprès des professionnels et des particuliers, c'est TPO* Télésurveillance qui prend ensuite le relais, pour suivre les équipements raccordés. En effet, le centre de télésurveillance permet d'effectuer la levée de doute en cas d'intrusion, grâce aux images reçues.

Patrick Obligis président de SVO Systems et TPO Télésurveillance et Vincent Vanthuyne directeur de SVO Systems.

Mais, la technologie permet également aujourd'hui d'aller plus loin, avec dans certains cas, la possibilité d'effectuer des rondes vidéos de sites nécessitant une surveillance accrue. *« C'est une bonne complémentarité aux rondiers intervenants, avec lesquels nous allons bien évidemment continuer à travailler en partenariat avec SPO Sécurité »*, conclut Patrick Obligis.

Avec un passif de plus de trois mille installations de systèmes électroniques de sûreté et plus de quatre cents clients raccordés en télésurveillance, les entreprises SVO Systems et TPO Télésurveillance ont un bel avenir devant elles, d'autant qu'elles viennent d'acquérir la société AVES Services, spécialisée dans l'installation de systèmes électroniques de sûreté et d'automatisme.

Contact : 02 54 56 09 55
contact@svosystems.fr

* *TPO : Autorisation administrative CNAPS N° AUT-041-2112-08-12-20130343015. L'autorisation administrative préalable ne confère aucun caractère officiel à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient, elle n'engage en aucune manière la responsabilité des pouvoirs publics.*

OP conjugue le développement au pluriel

Depuis plus de 40 ans, le groupe OP s'inscrit dans l'évolution des métiers de la sécurité. Au service de leurs clients, les femmes et les hommes du groupe OP œuvrent dans une chaîne d'excellence. Ils apportent une compétence sans cesse renforcée au service de la protection de la valeur.
Le groupe s'est engagé dans la transformation des métiers de la sécurité. Cette volonté de progrès exige, outre des investissements importants, une forte capacité d'adaptation, d'anticipation et de développement tous azimuts.

Développement économique

Le groupe OP sécurité a, depuis peu, annoncé l'acquisition de SPO sécurité en région Centre.
L'entreprise qui est en bonne santé financière apporte au groupe, l'efficacité de ses 120 employés. Son implantation régionale est également un atout pour le déploiement des services du Groupe en région centre.
Le groupe OP franchit ainsi la barre des 21 millions de CA annuels, ce qui lui permet de dépasser le seuil critique pour la réponse commerciale et technique à des sollicitations d'envergure et d'envisager l'avenir en toute sérénité.

Développement technologique

Les experts estiment que, d'ici 2030, de nouvelles relations entre l'homme et la machine vont progressivement apparaître. Ces relations d'un nouveau genre auront un impact significatif tant sur les individus que sur les organisations.

Dans cette optique, le groupe OP développe une politique de spécialisation de ses activités et d'intégration de la robotique dans les métiers de la sécurité. Un apport de valeur ajoutée notable dans un secteur en pleine expansion. Le test en grandeur réelle de la relation Homme-Robot a été mis en œuvre ces derniers mois. Le groupe est ainsi précurseur auprès de ses clients de ce que sera la sécurité de demain.

Développement Durable

La conformité avec les normes en vigueur et le premier stade d'une démarche RSE. Le groupe OP est depuis longtemps engagé sur cette voie, il est certifié par les normes ISO ci-dessous :

Mais que ce soit pour le bien-être au travail comme pour l'environnement, l'entreprise s'engage plus loin et plus fort. Optimiser les conditions de satisfaction et d'épanouissement dans et par le travail au sein du groupe OP est une priorité. En effet, construire une politique de bien-être au travail permet à la fois de réduire les risques psychosociaux, d'agir sur le climat collectif et sur la motivation dans le travail. La réflexion est sans cesse en éveil sur ces sujets. Le groupe s'est par ailleurs engagé à changer son parc automobile, gère ses déchets, les limite au maximum et suit ses consommations au plus près.
Le groupe OP est enfin partenaire du château de Chantilly et de son domaine hippique par souci de préservation du patrimoine national.

Il est aujourd'hui assez clair que seules les entreprises qui auront intégré une responsabilité sociétale à leur mission économique pourront prétendre à la pérennité.
En développant non seulement son potentiel économique, technologique, mais encore ses missions sociétales, le groupe OP aborde les 40 prochaines années dans les meilleures dispositions possibles.

Gérald WASSELIN, Directeur Général :
g.wasselin@sposecurite.com

SPO sécurité, une société du groupe OP

Laboratoires Eriger, les pionniers d'une nouvelle technologie

Éric Buchy et Gérald Chomat ont cofondé « Laboratoires Eriger » à Chambray-lès-Tours (37). Leur histoire pourrait être celle dont raffolent les Américains tant elle ressemble à une success story. Rencontre avec les co-fondateurs qui viennent bousculer les géants de la cosmétique.

L'histoire démarre en 2017. Éric Buchy est pharmacien, docteur en chimie organique et travaille sur l'encapsulation de molécules (enfermement d'une substance dans une capsule). Dans l'appartement d'à côté vit Gérald Chomat, expert depuis 20 ans dans les matières premières cosmétiques.

« *Très tôt,* glisse Gérald, *j'ai identifié la technologie d'Éric comme disruptive, écologique et technologique* ». Les deux hommes discutent alors d'un projet d'entreprise en 2017 et leur société baptisée Laboratoires Eriger (jeux de mots avec leurs prénoms) démarre en mars 2019. Si le Covid a pu, comme bien des entrepreneurs, les questionner sur la pérennité de leur entreprise, c'était sans compter sur leur foi en leur technologie.

Un concept précurseur

Pour comprendre le concept et les enjeux de l'encapsulation, Gérald Chomat la compare avec le jus d'orange. « *Ses vitamines ont une durée de vie courte si elles ne sont pas protégées. Depuis 70 ans, la science essaye de protéger ces molécules. L'exercice reste difficile tant elles sont petites. Les technologies actuelles utilisent une base de lécithine type soja ou de tournesol. Avec la chlorophylle que nous utilisons, il y a un avantage de taille puisqu'elle existe partout. On se soustrait aux problèmes écologiques et géographiques puisqu'elle est fabriquée gratuitement par la nature, partout, sans culture spécifique. On ne met pas la pression sur la nature* ».
Éric Buchy complète : « *notre capsule est plus légère que celle faite avec du soja et elle contient plus d'actifs. Nous avons donc un meilleur rendement* ».

Gérald Chomat (à gauche) et Éric Buchy (à droite).

Après deux ans et demi de tests sur la formulation, la pénétration dans la peau, etc., les résultats du Centre de contrôle Spincontrol sont sans appel : la technologie des Laboratoires Eriger s'adapte très facilement aux molécules.

Une technologie aux multiples potentiels

Très vite, les premiers échantillons sont donc envoyés aux clients. Parmi eux, des laboratoires de cosmétiques comme Nuhanciam et des multinationales.
22 pays distribuent aujourd'hui leur technologie brevetée aux quatre coins de la planète. « *Notre budget en propriété intellectuelle est très élevé au niveau international. Nous cassons les idées préconçues type : une meilleure technologie ne peut venir que d'une grosse boite. Or, les plus gros ne sont pas les plus innovants et on va plus vite qu'eux* », précise Gérald Chomat.

Si les Laboratoires Eriger fonctionnent toujours en mode start-up avec leurs 19 collaborateurs, l'entreprise continue son développement notamment avec une activité de façonnage : « *le client arrive avec sa molécule instable. On fait des tests. Aujourd'hui, quinze projets sont en cours, dont trois aux USA et un en Israël.* »

Des soutiens régionaux forts

Les co-fondateurs ne tarissent pas d'éloge sur la région Centre-Val de Loire et la BPI, soutiens de toujours. Grâce au cumul des aides et aux levées de fonds, près de 4 millions d'euros ont ainsi été versés.

En avril dernier, l'entreprise est devenue l'une des lauréates du prix « *France 2030 régionalisé* » avec son projet d'amélioration du rendement de certains antibiotiques. « *La pharmacie est venue nous voir,* précise Éric Buchy. *Notre technologie est facilement transposable sur tous les secteurs et seule la réglementation va changer.* »

Si les quatre dernières années sont passées vite, « *on continue d'accélérer. Tout se goupille bien car on anticipe bien. Aussi, ce qui nous arrive n'est pas trop surprenant et nous rassure.* »

Avec un déménagement sur Tours dans une usine cinq fois plus grande début 2024, une chose est sûre : les Laboratoires Eriger n'ont pas fini de faire parler d'eux !

Camille Colloch

GLP annonce le développement d'une plateforme logistique cross-dock de 63 000 m² près de Tours

GLP, acteur majeur dans le développement et la gestion d'immobilier logistique, de data centers, d'énergies renouvelables et de technologies connexes, annonce le développement du GLP-Park Tours. Le bâtiment sera livré au cours du premier trimestre 2024.

GLP est l'un des principaux gestionnaires d'actifs et développeurs d'affaires à l'international. Présent au Brésil, en Chine, en Europe, en Inde, au Japon, aux États-Unis et au Vietnam, le groupe compte parmi ses clients Amazon, DHL et GXO Logistics.
D'une surface totale de 63 000 m², ce projet d'envergure est idéalement situé en région Centre-Val de Loire sur l'extension de la ZAC de la Porte de Touraine, à Autrèche (37). Fort d'infrastructures routières adaptées et d'une desserte optimale grâce à un accès immédiat à l'autoroute A10, la plateforme cross-dock* est composée de dix cellules, deux pôles bureaux et 94 portes à quai.
« Nous sommes heureux d'accueillir le projet de GLP sur le parc d'activités Porte de Touraine – A10 qui constitue une offre foncière et immobilière de premier ordre plébiscitée par les entreprises en Centre-Val de Loire et en Touraine. À l'interface des agglomérations de Tours et de Blois, le Castelrenaudais est le cinquième pôle économique d'Indre-et-Loire avec plus de 400 entreprises dont de grands groupes de renommée nationale et mondiale (Radiall, Arche, Remy Garnier, Forbo Floors, Humery, Maison BOINET...) », conclut Brigitte Dupuis, Présidente de la Communauté de Communes du Castelrenaudais.
« Nous poursuivons nos développements dans des régions attractives tel que le Centre-Val de Loire. Sa situation - stratégique pour la logistique - son dynamisme en termes d'emplois, et les avantages qu'offrira le site une fois livré, avec ses différents services, sont de vrais atouts pour nos clients », complète Philippe Graziani, Managing Director, GLP France.

L'ambition de l'excellence durable

Estampillé *« chantier vert »* pour son faible impact environnemental, le futur bâtiment sera développé selon les plus hauts standards environnementaux.
Côté performance énergétique, GLP-Park Tours sera le 1er bâtiment de GLP France uniquement chauffé grâce à des pompes à chaleur. Par ailleurs, 40% de la toiture sera équipée de panneaux photovoltaïques, soit l'équivalent de la consommation de 1 000 foyers/an.
Afin de préserver la biodiversité du site d'Autrèche, GLP prévoit la plantation d'espèces locales, l'installation d'hôtels à insectes et de ruches. Des moutons seront également intégrés au projet pour la partie dite *« éco-pâturage »*.
« Chez GLP, nous visons l'excellence durable avec des mesures résilientes tout au long du cycle immobilier de nos bâtiments. Nous sommes fiers de construire un entrepôt qui respecte les normes ESG les plus hautes, en harmonie avec son environnement », précise Gwenaëlle Nardy, Senior Development Manager, GLP France.

La future plateforme GLP à Autrèche.

**plateforme cross-dock : méthode utilisée dans l'industrie et consistant à faire transiter les marchandises depuis les quais d'arrivée jusqu'aux quais de départ sans passer par une remise en stock en entrepôt.*

Camille Colloch

Vitruvens, le docteur des batteries

Start-up rattachée au groupe Doliam (Vermon), Vitruvens est spécialisée dans la conception et la validation de systèmes d'énergie embarqués pour les dispositifs médicaux.
Lauréate « France 2030 régionalisé », la pépite tourangelle poursuit sa croissance.

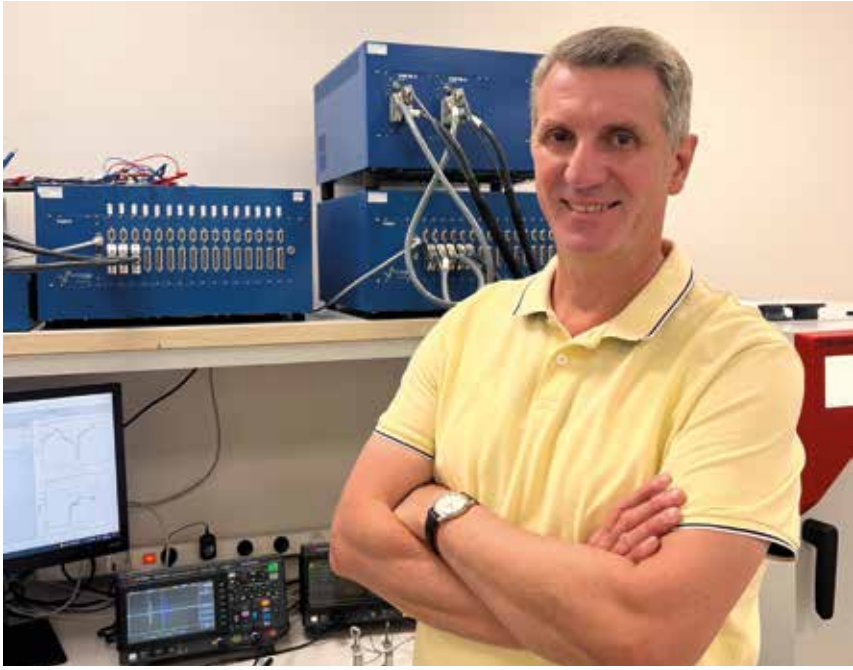
Avec une expertise en électronique de puissance et des expériences chez des acteurs du médical, des télécom, de l'automobile, l'histoire de la start-up Vitruvens, filiale de Doliam (groupe ancré au cœur du secteur High-Tech) ne pouvait s'écrire sans Igor Bimbaud, son actuel dirigeant.

Un parcours exemplaire

Le parcours de ce dirigeant est particulièrement brillant : au sein de STMicroelectronics à Tours, il a dirigé à partir de 2007 le département « *Nouvelles Sources d'Énergie* » sur la pile à combustible à hydrogène et les micro-batteries solides qui font référence dans son domaine. À l'époque, Apple n'a pas encore lancé son IPhone, mais pourtant, il faut déjà anticiper les besoins en puissance des prochaines générations de téléphones.
Quelque temps plus tard, sa rencontre avec Étienne Flesch, président du groupe Doliam - acteur leader sur les technologies médicales innovantes, les technologies de sécurité des biens ou encore sur les solutions biométriques basées sur des capteurs à ultrasons – va donner un nouvel élan à la carrière de l'ingénieur de formation.

Des solutions énergétiques innovantes

C'est en 2021 à Tours que Vitruvens voit le jour, placée sous la direction d'Igor Bimbaud.
La start-up travaille sur deux axes. Le premier consiste à travailler sur les architectures d'énergie pour leur développement à partir de besoins exprimés par ses clients. .ur mieux appréhender le concept, le dirigeant nous donne l'exemple d'un pacemaker dont 80 % du volume est occupé par la batterie : « *en gros, nous travaillons sur la notion d'usage. Pour que l'implantation soit acceptable pour le patient, nous devons travailler sur l'architecture de la recharge, sur les besoins en batterie et sur la gestion de l'énergie* ».
Le second pilier est en lien avec l'innovation. Les équipes de Vitruvens se concentrent sur un projet de télé-alimentation d'un implant. Aujourd'hui, on calcule la taille de la batterie en fonction de la sollicitation du pacemaker et de l'espérance de vie du patient. Mais demain, il est vraisemblable que nous la rechargions sans fil, par induction ou ultrasons permettant ainsi de réduire sa taille et d'éviter des opérations chirurgicales pour changer la pile. Une avancée majeure tant pour les industriels que pour les médecins et patients.



Igor Bimbaud au siège de Vitruvens à Tours

© Vitruvens

SoH (State of Health), élément de langage très connu pour ''État de Santé''

Une récompense régionale

C'est ce deuxième pilier qui a été récompensé en avril dernier par « *France 2030 régionalisé* ». Cette distinction concerne deux volets. Le premier porte sur la surveillance de l'état de santé des batteries pour les dispositifs médicaux ainsi que pour d'autres applications comme les véhicules électriques. Le second concerne l'étude de la transmission d'énergie sans fil par ultrason pour l'alimentation d'un implant médical actif.
« *Beaucoup de travaux académiques ont, en effet, été faits, mais aucune solution industrielle. Nous voulons développer une solution produit* », précise Igor Bimbaud.

L'enjeu des ressources, le fer de lance de Vitruvens

Le dirigeant alerte sur l'état des réserves en ressources naturelles : « *on développe aujourd'hui de plus en plus l'électrification de la société, mais il existe un réel problème des réserves en ressources naturelles pour les batteries. Elles sont limitées. La batterie Tesla® est probablement l'élément du véhicule qui vieillit le moins vite puisque des études de Tesla® ont montré qu'elle ne perd que 10% de son énergie qu'au bout de 240 000 kms parcourus en Europe, ce qui peut correspondre à la durée de vie du véhicule. Parallèlement, une batterie est considérée plus utilisable lorsqu'elle a perdu 30 % de son énergie. Cela semble contradictoire avec l'esprit de l'économie circulaire* ».
Vitruvens étudie donc actuellement la possibilité d'offrir une seconde vie aux batteries. Ces travaux sont en cohérence avec la mise en place prochaine « *d'un passeport batterie* » visant à proposer la réutilisation de batteries pour d'autres usages et/ou à leur recyclage.
Développant le « *stéthoscope de la batterie* » avec des capteurs ultrasons, Vitruvens analyse actuellement les signatures ultrasons des batteries pour en comprendre les défaillances.
Une innovation qui intéresse fortement les acteurs du secteur médical et de l'automobile dont l'avenir économique est désormais lié à la disponibilité des batteries.

Camille Colloch

L'accroissement du groupe immobilier Villadim

Fin 2022, Villadim, aménageur, promoteur et constructeur tourangeau, a annoncé l'acquisition de Negocim, aménageur foncier. Une opération de croissance externe pour Villadim qui s'inscrit dans une stratégie de développement bien huilée.

Olivier Palin, Directeur opérationnel Aménagement et Promotion de Villadim et de la nouvelle filiale, Negocim.

Le rachat d'un acteur de l'aménagement foncier

L'histoire de Negocim a démarré en 1982 à Bordeaux. Créée par Patrick Xans, la société devient très vite un aménageur foncier actif tant dans le Sud-Ouest qu'en Centre-Val de Loire et en Bretagne.
L'entreprise compte neuf collaborateurs dans ses agences de Bruges, Vannes, Orléans et Tours. Elle a réalisé, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros et affiche des capitaux propres de 9,3 millions d'euros. Depuis le décès de son fondateur en 2019, Negocim était dirigée par Xavier Pithois, directeur général.

Une opération de croissance externe pour Villadim

Si la construction de maisons individuelles est le métier historique de Villadim, le groupe tourangeau est actif dans les métiers de la promotion et de l'aménagement foncier fort de ses six marques spécialistes (Maisons Ericlor, Tanaïs Habitat, Mortier Construction, Logis de Vendée, Barraco Construction et Primeâ).
Le groupe développe des solutions immobilières adaptées aux besoins des particuliers, entreprises, bailleurs sociaux et collectivités territoriales sur des projets en habitat individuel et collectif.
Avec 40 agences implantées sur 15 départements, le groupe emploie 200 salariés. Il devrait générer un chiffre d'affaires d'environ 100 millions d'euros en 2022.
Negocim devient donc par ce rachat une nouvelle filiale de Villadim dont Olivier Palin, en qualité de Directeur opérationnel de Villadim Aménagement & Promotion, assure également les opérations.
Dominique Lavallée, président de Villadim précise que « *cette acquisition s'inscrit dans notre stratégie de développement. Negocim réunit une équipe talentueuse et possède un stock de terrains très important qui nous offrira de nombreuses opportunités de promotion. Ses quatre agences sont idéalement situées sur notre territoire et offrent une synergie idoine avec nos filiales. L'agence de Vannes nous permettra aussi d'accélérer notre implantation récente en Bretagne* ».

Camille Colloch

LES FUTURS RENDEZ-VOUS NUMÉRIQUES DE dev'up Centre-Val de Loire

Acteurs de la tech, entreprises du numérique, inscrivez dès à présent ces événements à votre agenda !
Bénéficiez de l'accompagnement de DEV'UP Centre-Val de Loire

Transition numérique — Conférence numérique
13 octobre / Tours
Comment mettre en place une transition numérique dans mon entreprise ? Partage d'expérience et échanges.

Sommet européen des nouvelles technologies — web summit
13-16 novembre / Lisbonne
Participez à cet événement majeur de la filière tech en rejoignant le pavillon Centre-Val de Loire.

Le salon mondial de la tech — CES
9-12 janvier 2024 / Las Vegas
Venez vivre votre american dream lors de l'événement mondial de la tech et de l'électronique grand public.

HTD 2024 — HUMAN TECH DAYS
8 février 2024 / Tours
Rejoignez le mouvement HTD. Valorisez votre expertise et vos services lors du salon professionnel régional.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — Cofinancé par l'Union européenne — RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE
Cette opération est cofinancée par l'Union européenne. L'Europe s'engage en région Centre-Val de Loire avec le Fonds Européen de Développement Régional.

dev'up Centre-Val de Loire — Innovation et développement des entreprises

Retrouvez plus d'informations sur www.devup-centrevaldeloire.fr
Agence de développement économique du Centre-Val de Loire

Tours Volley-Ball, la réussite d'un club et de ses entreprises partenaires

En mai dernier, le club tourangeau s'offrait au terme d'une saison exceptionnelle un neuvième titre de champion de France et un doublé Coupe-Championnat.
Décryptage d'une réussite collective portée par un club de partenaires engagés au sein du Tours Volley-Ball Entreprises (TVBE), avec son président, Guillaume Sivigny.

L'engagement chevillé au corps

Depuis juin 2022, Guillaume Sivigny, géomètre-expert de profession, est le président du Tours Volley-Ball Entreprises (TVBE), la structure qui apporte un soutien humain et financier au Tours Volley-Ball (TVB).
Partenaire du club depuis 2012 grâce à l'un de ses prédécesseurs président, Michel Chamauret, le président actuel a rapidement intégré un conseil d'administration sous la présidence d'abord de Michel Chamauret puis de Franck Zuccaro.
Et c'est finalement une succession de belles rencontres qui ont permis au géomètre-expert charismatique de s'engager sur la voie de la présidence du TVBE en 2022.
« Quand Franck a annoncé son départ, on m'a proposé la présidence. Le TVBE, c'est l'expression même de l'envie. L'envie d'être partenaire, de soutenir un club et de faire du business bienveillant », précise Guillaume Sivigny.

Des profils d'entreprises diversifiés

Fédérant plus de 170 partenaires, le TVBE a fêté le 20 juin dernier ses 30 ans à la Grange de Meslay près de Tours.
« Tout le monde peut trouver sa place au sein du TVBE, rappelle son président. Nous avons tout profil, des entreprises du CAC 40 aux industriels en passant par des professions libérales aux TPE. L'important est que chacun s'identifie et se connaisse au sein du club entreprises. Le credo du Volley souligne d'ailleurs l'importance de se recevoir quand on est partenaire ».

Des temps conviviaux multiples pour mieux se connaître et mieux travailler ensemble font partie du succès du TVBE dont le taux de turn-over des partenaires est faible.

« Bien que nos partenaires aient été dans le dur avec le Covid-19, qu'on ait vécu deux années sans titre (2021-2022), on a quasi exclusivement des engagements de partenaires sur des temps longs. Des temps d'après-matchs aux plénières mensuelles (visite d'entreprises, événements culturels et sportifs…) en passant par des déjeuners épicuriens où les chefs des restaurants proposent leur plat Madeleine de Proust et des afterworks, nous mettons en valeur nos partenaires. Pour les nouveaux, nous avons mis en place un système de tutorat avec un parrain, permettant ainsi une identification rapide des membres du conseil d'administration et des partenaires », souligne Guillaume Sivigny.

Un double objectif pour un club d'envergure

Pour l'actuel président du TVBE, *« ce dernier n'est que l'outil du TVB dont la notoriété est internationale. Quand on est au Brésil, on connaît le TVB. Il est important que le TVBE participe à la valorisation de la marque Tours Volley-Ball. Avec plus de 170 partenaires, le TVBE continue d'attirer des partenaires dont les valeurs du club convergent avec les leurs. Il ne s'agit pas d'une course à l'échalote sur le nombre de partenaires. Nos partenaires en apprécient l'accessibilité et le cadre cousu-main. Le travail des bénévoles et des membres du Conseil d'administration du TVBE est extrêmement fort. Nous dépensons l'argent du TVBE comme si c'était le nôtre. On optimise pour que nos dépenses soient les plus ajustées. »*
Parmi les objectifs en d24 et dans un contexte de baisse de subventions, le président du TVBE confirme deux objectifs du Tours Volley-Ball : continuer le doublé coupe de France-championnat et rester européen.
À n'en pas douter, le Tours Volley-Ball Entreprises et ses partenaires ne rateront sous aucun prétexte le lancement de la nouvelle saison à la mi-octobre !

Infos : www.toursvolleyball.com

Camille Colloch

Le RUBIXCO a ses adeptes !

Trois ans après son ouverture, le RUBIXCO, tiers-lieu situé à Montlouis-sur-Loire, continue de se développer et de surprendre sa clientèle. Fort d'un succès et d'une renommée qui dépassent le territoire de l'intercommunalité, le tiers-lieu étend désormais la liste de ses animations, et se lance dans des expositions ! De quoi ravir, encore une fois, ses co-workers.

« Dernièrement on a pu se développer sur tous les sens du terme », explique Soufiane Kahchlaa, dirigeant du RUBIXCO qui vient de fêter ses trois ans : 12 mois en arrière, la structure ouvrait au public son deuxième étage. Le succès de ce nouvel espace ne se fit pas attendre ! *« Aujourd'hui on a beaucoup plus de monde au sein de la structure »*, poursuit Soufiane Kahchlaa.

Depuis son ouverture, le tiers-lieu a su séduire une clientèle au-delà des frontières de l'intercommunalité. Un rayonnement qui n'en finit pas de surprendre son directeur lui-même. *« En termes de localisation, on a toujours été surpris depuis le départ et c'est une tendance qui n'a pas changé. Nos utilisateurs viennent de partout dans le 37, ils se reconnaissent à travers une communauté »*.

La structure réunit ainsi des jeunes qui ont entre 12 et 16 ans, des étudiants, des entrepreneurs, des demandeurs d'emploi, des travailleurs indépendants, des télé-travailleurs qui ne souhaitent pas travailler chez eux, des salariés, ou encore des personnes en reconversion qui sont proches de la retraite. Cette mixité générationnelle, souhaitée depuis le départ et chérie par son directeur, fait du RUBIXCO un lieu à part, et convoité. Pour preuve, son taux de remplissage de 95 %, qui pourrait être encore plus élevé si les équipes du tiers-lieu ne veillaient pas à garder toujours de la disponibilité.

« On a deux profils d'utilisateurs : des résidents avec une contractualisation, qui se fait directement avec eux ou avec leurs employeurs, et des nomades qui ont la possibilité de venir à la journée ou à la demi-journée. Il y a un système de turnover qui fait qu'on a toujours de la place pour ces personnes-là », explique Soufiane Kahchlaa. Les réservations se font sur place ou sur la plateforme du tiers-lieu, accessible via son site internet. L'espace de coworking propose également à ses utilisateurs des packs, lesquels leur permettent d'obtenir un tarif régressif en fonction du volume choisi. *« Ils ont un an pour les utiliser donc ça donne une certaine souplesse »*, rajoute le directeur.

De nombreuses animations et une attractivité nouvelle

« Notre deuxième étage nous a permis d'accélérer aussi nos événements et nos animations, et d'en proposer encore davantage », argue Soufiane Kahchlaa, qui considère d'ailleurs que c'est le rôle d'un tiers-lieu d'avoir des événements qui rassemblent. Ces derniers mois, le RUBIXCO a lancé son *« hall expo »*, un espace aménagé en lieu d'exposition pour des artistes locaux, lesquels se voient alors offrir la possibilité de présenter durant 4 semaines leurs œuvres. *« On s'est aperçu qu'il y avait énormément d'artistes près de chez nous qui gagnaient à être connus, donc on leur offre la possibilité d'exposer. Nos visiteurs ont alors la possibilité de découvrir un artiste tout en rencontrant sur place des entrepreneurs. C'est quelque chose qui plait tant à nos résidents qu'au public »*.

Aujourd'hui, 70 % des visiteurs se rendent sur place sans connaître le tiers-lieu, qu'ils découvrent en même temps que l'exposition. Certains d'entre eux reviennent ensuite pour utiliser l'espace de coworking.

Ces expositions sont également devenues l'occasion idéale pour faire venir au RUBIXCO les résidents de l'EHPAD voisin, qui y ont déjà pris goût. *« C'est une génération qui a souvent des messages de vie à transmettre. De toute façon, notre leitmotiv c'est la rencontre, l'échange et la coopération »*. Avant même des conditions de travail optimales, ce que viennent chercher en priorité les résidents ce sont les opportunités de rencontre. Et les chasseurs de tête sont eux-aussi à l'affût !

Outre les animations et les événements, le tiers-lieu organise également des ateliers, yoga par exemple, ou encore autour de la communication, de la comptabilité, des finances… Bref, toutes ces choses qui permettent de rendre ce lieu encore plus vivant.

« On veut faire en sorte que les personnes se sentent le mieux possible pendant leurs journées de travail », conclut le directeur, avant de retourner à la préparation de son prochain événement. Au moment où l'on se rencontre, la fête de la musique a lieu le lendemain, et le RUBIXCO compte bien la célébrer. *« Deux de nos résidents font de la musique quand ils ont du temps libre, ils vont reprendre pour nous différents morceaux de jazz ! »* Le programme est annoncé !

Johann Gautier

LE RUBIXCO
bien plus qu'un bureau !

Un Tiers-lieu totem de 665m² qui s'adresse aux entreprises, freelances, télétravailleurs, indépendants, startups ou associations !
#coworking
#incubateur
#bureauprivé
#numérique
#événementiel
#salle de réunion
1,rue Bernard-Maris
37270 Montlouis-sur-Loire
Infos&résa : 02 45 34 09 70 / www.lerubix.co
Propulsé par Touraine-Est Vallées

ADM Conseil dans la cour des grands bureaux d'études eau et assainissement

Basé à Orléans, avec des antennes à Alençon, et bientôt à Bourges et La Rochelle, ADM Conseil se positionne parmi les principaux bureaux d'études français spécialisés dans l'accompagnement des collectivités pour la gestion de l'eau et de l'assainissement.

Alimi Dini-Moreira est tombé dans l'eau (potable) lorsqu'il était encore jeune étudiant. Étudiant en Droit, titulaire d'un DEA obtenu à Tours et d'un DESS de gestion des services publics décroché à La Rochelle, son premier poste l'a conduit à travailler pour un syndicat de gestion de l'eau potable. Depuis 2001, il n'a plus quitté ce domaine dont il a fait l'objet principal du bureau d'études qu'il a fondé à Orléans en 2004. *« Au début, j'étais seul et j'avais mon bureau à mon domicile de Saran,* se souvient-il. *Après avoir travaillé pour plusieurs délégataires de service public sur ces questions, j'en ai fait mon métier qui est devenu une passion. »*

Transfert de responsabilités

Il est vrai que le domaine de la gestion de l'eau, de l'assainissement, sans oublier celui des déchets, a connu de multiples évolutions et est devenu un enjeu majeur de société. Les lois se sont succédées, loi Chevènement, loi NOTRe, et loi 3DS dernièrement, autour de l'intercommunalité et de la prise en charge de l'approvisionnement en eau potable et du traitement des effluents. *« Progressivement, les responsabilités ont été transférées des communes ou des syndicats vers les communautés de communes ou d'agglomération afin de professionnaliser et de sécuriser la gestion, ce qui nécessite des études pour évaluer l'état des réseaux et programmer les travaux d'entretien et de rénovation »,* explique Alimi Dini-Moreira.

Repérer les conduites fuyardes

C'est là qu'intervient le cabinet ADM Conseil pour réaliser ce que l'on appelle des études patrimoniales. Elles consistent à établir l'état des lieux des installations d'adduction d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et pluviales afin de repérer les défauts éventuels, les conduites fuyardes, les branchements au plomb ou les émanations de CVM (chlorure de vinyle monomère) générées par les anciens tuyaux en PVC. Des plans de remise en état, de rénovation ou de transformation sont ensuite proposés pour mettre les équipements en conformité avec les normes sanitaires et réglementaires.
Après avoir travaillé seul pendant cinq ans, Alimi Dini-Moreira a créé une équipe d'experts, composée notamment d'ingénieurs en hydraulique, au nombre de neuf actuellement.

L'équipe orléanaise d'ADM Conseil, autour d'Alimi Dini-Moreira.

> *« Mon objectif est d'étoffer progressivement nos équipes pour passer à une douzaine de collaborateurs polyvalents »*
>
> *Alimi Dini-Moreira*

Deux nouvelles installations

L'obligation, à partir du 1er janvier 2026, de transférer la gestion de l'eau et de l'assainissement aux communautés de communes, d'agglomération ou de métropole, entraîne un surcroît d'activité pour les bureaux d'études. ADM Conseil y fait face en ouvrant un nouveau bureau à Alençon, avant deux autres installations à Bourges et La Rochelle. *« Nous intervenons au niveau national avec une vingtaine de dossiers par an,* précise Alimi Dini-Moreira. *Mon objectif est d'étoffer progressivement nos équipes pour passer à une douzaine de collaborateurs polyvalents et ainsi nous positionner parmi la vingtaine de bureaux d'études les plus importants dans notre spécialité. »*

Bruno Goupille

Engagé dans l'éducation et le sport

ADM Conseil réalise un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros dont environ 2 % sont consacrés à des partenariats éducatifs et sportifs. Le bureau d'études soutient ainsi le Rallye mathématique du Centre, animation destinée aux scolaires, certains sportifs à fort potentiel en natation, et l'équipe d'Orléans Loiret Basket dont il est un partenaire historique.

BPI : 2022, une année pas comme les autres

Les chiffres sont élogieux, tant en termes de prêts que de programmes. En France, c'est 1,7 milliard d'euros octroyés par BPI à près de 2 890 entreprises. Autant que l'année 2021, année pourtant record, et rebond, après la crise sanitaire de 2020.

« *Nos métiers,* expliquait Thierry Martignon avant son départ (lire l'encadré), *c'est le financement aux cotés des banques, le CAP rebond pour aider à repartir, le fonds régional de garantie, l'innovation et des partenariats forts, l'accompagnement et bien sûr la création* ».
En outre, BPI gère des fonds octroyés aux PGE, aux réseaux de soutien comme Initiative ou France active. « *BPI n'a d'autre objectif que d'aider les entreprises de la région à naître et grandir* », insiste Thierry Martignon. Pour cela, il y a eu le CAP Rebond, initié en 2020, qui fut le premier prêt national sans garantie pour permettre aux entreprises des disposer de cash après la chute brutale de leur activité, et ce, avant même le PGE. Cette année encore, le prêt rebond représente 24 millions d'euros en région Centre-Val de Loire. Région qui fut aussi la première à initier un programme d'accélération. Cinquante-deux entreprises lauréates en trois ans.
En Région, 2 890 entreprises ont été accompagnées, avec 810 millions d'€ de financement direct de BPI France.

Le vert et le bleu

Du fait de la désindustrialisation, la part d'activité économique de la France dans le monde régresse. La France accuse en effet 113 milliards d'€ de déficit, même si notre part d'export tend à augmenter. « *Il faut accompagner la relocalisation,* insiste Thierry Martignon. *C'est le volet « Coq Bleu » de BPI qui accompagne la réindustrialisation. L'objectif est de faire émerger 500 start'up Deeptech par an d'ici 2025.*
En parallèle, il y a le « Coq Vert », communauté de ceux qui travaillent à leur transition environnementale. » Les diagnostics sont financés par l'ADEME, mais aussi par BPI et ses Diagécoflux (déchet, eau, énergie, produits réalisés). 51 entreprises en ont bénéficié en 2022. « *C'est un élément déterminant pour celles qui doivent démontrer qu'elles sont bien en diminution de leur empreinte carbone, comme leur demandent souvent leurs clients pour répondre aux appels d'offre* ».

Depuis 10 ans

En dix ans, BPI a débloqué 6,5 milliards d'€ de soutien en Région, pour 20 000 entreprises.
70 % sont des TPE, souvent dans le domaine de l'industrie, de la construction et du commerce.
L'important est aussi l'effet levier puisque 1,00€ de fonds de garantie octroie 11,5€ de prêt de BPI qui engendrent 23€ de prêts bancaires. « *On est très présent pour la trésorerie et sur l'innovation, là où les banques vont moins. Nous sommes bien dans notre rôle.* »

Stéphane de Laage

Anne Cornet nouvelle directrice régionale Orléans Centre-VdL

Thierry Martignon a passé de nombreuses années à Orléans au service de BPI. « *Je me souviens de la crise financière de 2008 et de l'aide que nous avions alors apportée aux entreprises avec plus d'1M€, débloqués du jour au lendemain* ». Thierry Martignon mettait un point d'honneur à cette réactivité de la banque publique au service des entreprises.
Thierry Martignon est parti au siège de BPI à Maisons-Alfort, prendre la direction nationale de l'assurance export pour les ETI. Il est remplacé à Orléans par Anne Cornet, arrivée au début du mois de mai. Anne Cornet a débuté sa carrière en 2004 au sein même de BPI France, fait un détour par le cabinet Deloitte avant de revenir à ses origines, en passant par les directions régionales de Caen, puis Renne.

In tech we trust

Du 14 au 17 juin s'est tenu à Paris le rendez-vous international Vivatechnology, dit Vivatech. Septième du nom, ce salon professionnel international, initié par LVMH, Orange et quelques autres, est devenu un point incontournable de l'intelligence industrielle de demain. Une quarantaine de startups étaient présentes sous le pavillon de la Région Centre-Val de Loire.

On s'est bousculé porte de Versailles pour faire son marché, enrichir son carnet d'adresses, et solliciter les rendez-vous majeurs pour le développement de son activité. Elon Musk himself était présent et a fait le show devant 3 500 fans, étudiants et entrepreneurs, plus encore qu'Emmanuel Macron, qui pourtant a fait de l'intelligence artificielle une cause nationale. Pas question de manquer le train, il faut que nos entreprises soient aux avant-postes. La Région Centre-Val de Loire et son agence de développement économique Dev'Up ont largement saisi la mesure de l'enjeu. « *Ce n'est pas nouveau,* rappelle Stéphane Aufrere, directeur de Dev'Up, *nous y sommes depuis les débuts de ce salon international* ».
Quarante entreprises cette année contre quinze l'an passé, preuve de cet engagement, cette fois sous l'angle du « *Tech Care of the future* », la santé et le bien-être ainsi que la cybersécurité, la défense et le Web 3.0. Le numérique en région est très actif et veut se hisser à l'international.

En 4 jours, les startups réalisent 50% de leurs rencontres annuelles

Laure Wybo est directrice de développement de Vivatech : « *C'est le premier événement européen qui rassemble des acteurs privés et publics. À l'image de la Région Centre-Val de Loire, les territoires s'engagent et font avancer l'innovation en réponse aux enjeux de la société* ». Avec Paris 2024, le sport en est un et s'est invité lui aussi au cœur de Vivatech, au même titre que des entreprises qui s'intéressent à la réalité virtuelle, la formation digitale, le pilotage assisté de stratégie, ou le contrôle d'accès à des bâtiments.

Laure Wybo, directrice de développement de Vivatech.

Gaëlle Desfosses est directrice commerciale de Vistory. Installée à Bourges, la société est spécialiste de la protection des fichiers de production industrielle. Elle était bien entendu à Vivatech. « *On s'intéresse entre autres sujets, à ceux qui sont utilisés pour la fabrication, sur imprimante 3D, de pièces détachées sensibles (militaires par exemple) qui n'existent plus lorsque le fournisseur d'origine a disparu* ».
Sujet sensible et essentiel pour la maintenance de matériels anciens de l'armée. « *Notre activité est très orientée vers la sphère militaire, poursuit Gaëlle Desfosses, et Vivatech est une occasion de nous ouvrir au grand public* ».
Également du voyage Vivatech, Apaudis, développée par des pharmaciens, aide au bon usage des médicaments. « *Vivatech est une belle vitrine,* explique Melissa, *c'est l'occasion de rencontrer les grands groupes, développer des partenariats et avoir une résonnance sur les élus car on a une part d'activité de santé publique* ».

Gaëlle Desfosses, directrice commerciale de Vistory.

Nul n'échappe à l'IA

La Tech, c'est 19 000 emplois en Région Centre-Val de Loire, 7 000 entreprises en back ou front office et 260 formations labellisées. Dans notre région fortement industrielle, le numérique développe les liens pour la recherche, la connaissance, la production, et bien sûr la prise en compte de l'environnement et de la santé.
« *C'est pour cela que l'on a développé les HTD, Human Tech Days,* explique Hassoun Mokhtar, responsable des systèmes d'information au sein de Dev'Up. *Ces rendez-vous publics ont vocation à expliquer ces développements qui parfois nous font peur mais rendent déjà tellement de services dans notre quotidien, sans qu'on le sache* ».

Stéphane de Laage

Innovation : Yes, you can !

Innover en Région Centre-Val de Loire, non seulement c'est possible, mais c'est un objectif premier pour bon nombre d'entreprises. Elles qui doivent se placer aux avant-postes de leurs domaines d'activité, et prendre le virage de la transition environnementale. C'est le message transmis haut et fort par la Région, en écho du plan France 2030 porté par l'État.

Le 19 juin, l'agence de développement économique Dev'Up, a réuni au centre de conférences d'Orléans, les acteurs de l'innovation. Les entreprises étaient invitées à rencontrer leurs partenaires, entreprises et institutionnels.
Les RED, Rencontres Economiques de Dev'Up, se sont conjuguées sous la forme de master-classes et de 250 rendez-vous business, conclus par une table ronde à laquelle participaient notamment la préfète de Région, Régine Engström, la Banque des Territoires et le président de Région.
Où l'on sent clairement que le programme France 2030, qui consacre 54 milliards d'euros pour les entreprises de l'Hexagone, doit se concrétiser en Centre-Val de Loire. En la matière, la France, n'est pas la meilleure élève. La dépense intérieure nationale en matière de recherche et développement est de 55 milliards d'euros dont 66 % viennent directement des entreprises. La Région Centre-Val de Loire ne démérite pas, mais reste derrière l'Allemagne, les USA et le Japon. Et ce, souvent en raison de la peur de se lancer. *« Oui, les dossiers sont lourds et pointus*, convient Régine Engström. *Les PME et TPE ne doivent pour autant pas baisser les bras puisqu'elles peuvent être aidées pour cela. 50% des budgets leurs sont réservés »*. Confirmation de François Bonneau, président de la Région, qui annonce la création du *« plateau d'ingénierie »*, pour en sécuriser l'écriture.

Dans les pas de Léonard

La Région se met dans les pas de Léonard de Vinci, emblème s'il en est, de l'innovation.

De gauche à droite : Stéphane Aufrere, directeur de Dev'Up, Bruno Rodique, directeur de John Derre France, Nicolas Chung Directeur de la Mission PIA, programme des investissements d'avenir, Pascal Berthomé Insa, Regine Engström préfète de la Région Centre-VdL.

> *« France 2030 veut aider le tissu économique à se projeter dans l'avenir et prendre un temps d'avance sur les autres pays »*

« La loi de décentralisation a donné aux Régions la compétence du développement économique, rappelle son président François Bonneau. *Agroalimentaire, cosmétique, santé…, on a su développer des axes forts ».*
La préfète de Région insiste *« Si le plan de relance était volontairement très large, France 2030 veut aider le tissu économique à se projeter dans l'avenir et prendre un temps d'avance sur les autres pays ».* Financer les innovations de rupture, donc la recherche dans les process industriels. *« L'idée est de coordonner l'écosystème économique pour répondre plus efficacement aux envies d'innovation des entreprises ».*

Tous les domaines sans exception

Une soixantaine d'entreprises ont franchi le pas depuis le début de l'année (164 millions d'euros), outre celles qui, comme John Deere, ont répondu au premier appel à projets national. *« John Deere s'est engagé à réduire de 30% ses émissions de CO2 d'ici 2030. Pour cela on travaille différentes pistes dont l'hydrogène et l'électrification. Le site d'Orléans était en concurrence avec l'Autriche et des pays d'Europe de l'Est. Autant dire que tout le monde a agi pour que nous soyons lauréats et retenus en France ».*
L'INSA, Institut national des sciences appliquées, groupe de sept écoles d'ingénieurs, dont une à Bourges et Blois, a lui aussi été lauréat de France 2030. Pascal Berthomé explique que cela servira à développer de nouveaux projets, dont la recherche et la formation des formateurs, en particulier dans la Cybersécurité.
Tous les domaines sont concernés sans exception.

Pour innover, le plus simple est d'entrer en contact avec l'un des 400 délégués, ambassadeurs de Dev'Up, dans les chambres consulaires, les EPCI, les financeurs, les branches professionnelles et les associations d'accompagnement économique.

Stéphane de Laage

Déserts médicaux en région Centre-Val de Loire : entre état des lieux et revendications concrètes du corps médical

La région Centre-Val de Loire, comme toutes les régions françaises, compte de nombreux déserts médicaux. Rencontre avec cinq Unions Régionales des Professionnels de Santé (URPS) en région Centre-Val de Loire.

© Freepik

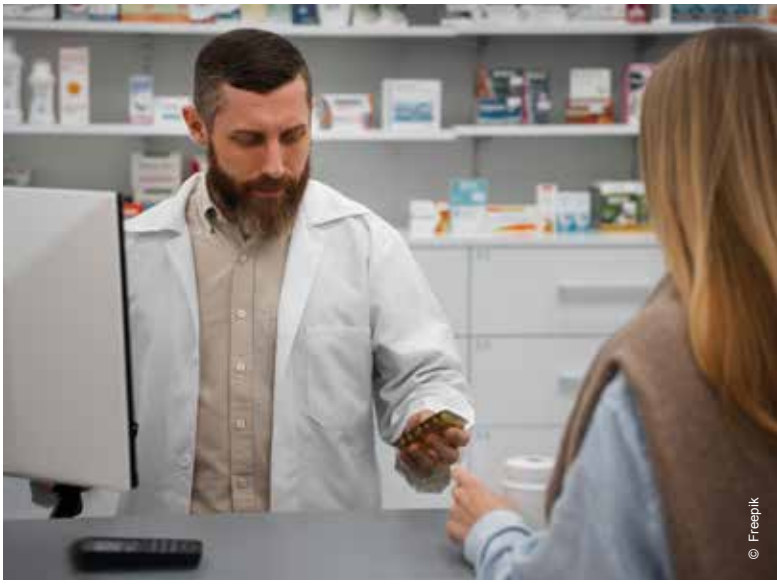
Les médecins libéraux :
La région Centre-Val de Loire possède la plus faible densité médicale de France métropolitaine. 35 % des médecins généralistes en région ont plus de 60 ans. Selon l'URPS Médecins Libéraux Centre-Val de Loire et l'Assurance Maladie, il manquerait 784 médecins libéraux en région pour arriver à la même offre que la moyenne nationale. 92,8 % de la population régionale se situe dans une zone où l'offre est insuffisante et où l'accès aux soins est difficile. Chaque médecin traitant déclare 1 400 patients, contre 1 100 à l'échelle nationale.
Les préoccupations des médecins sont notamment d'ordre financier : *« Il y a un problème de rémunération de l'acte médical qui est en déconnecté de la réalité,* explique Pierre Bidaut, médecin généraliste à Gien (45) et président de l'URPS Médecins Libéraux Centre-Val de Loire. *On ne nous donne pas les moyens d'embaucher du personnel paramédical, ni de financer les locaux nécessaires. On ne peut pas travailler uniquement pour payer des charges. Nous ne pouvons adapter notre tarif à nos charges. Les décideurs ne nous écoutent pas. Ils doivent prendre en compte les difficultés du terrain. »*
Concernant la formation, les zones sous-dotées en généralistes sont sous-représentées dans les facultés de médecine. Les jeunes médecins s'installent majoritairement dans leur territoire d'origine ou dans le territoire autour de leur fac. *« Il faut créer les conditions d'exercice attractives pour les jeunes »*, poursuit Pierre Bidaut.

Les masseurs-kinésithérapeutes libéraux :
La profession est aussi touchée par le manque de professionnels en région Centre-Val de Loire. Les délais d'attente peuvent être très longs : plus de deux mois dans certains départements, voire trois à quatre mois en Eure-et-Loir.
Concernant l'idée d'imposer aux professionnels de santé de s'installer dans les déserts médicaux, *« la coercition ne marche pas,* explique Morgan Colas, kiné à Mareau-aux-Prés (45) et président de l'URPS MKL Centre-Val de Loire. *Il y a un biais psychologique. L'incitatif est plus impactant que le coercitif. Il vaut mieux travailler sur la collaboration professionnelle. »*
D'un point de vue financier, la rémunération des kinés n'a pas été revalorisée depuis 2017. Si le professionnel est conventionné par la Sécurité Sociale, l'acte moyen est rémunéré 18€ pour une demi-heure. Mais, l'acte le plus courant est rémunéré 16,13€. Avec l'augmentation des charges, la profession a subi une très grosse perte de pouvoir d'achat depuis 2017. Les kinés travaillent donc plus, augmentent leurs plages horaires, augmentent leur nombre de soins, entrainant un épuisement professionnel et une perte de qualité des soins.

Les pédicures-podologues :
En région Centre-Val de Loire, le manque de pédicures-podologues concerne surtout l'Indre, le Cher et le Loir-et-Cher. La cause ? Le coût des études reste très élevé. Les études dans le domaine se font uniquement dans des écoles privées et non à l'université. *« Il y aurait plus de gens qui se lanceraient si c'était en université »*, explique Audrey Zmyslony, pédicure-podologue à Saint-Jean-de-la-Ruelle et présidente de l'URPS Centre-Val de Loire pédicures-podologues. Le matériel nécessaire à l'installation coûte aussi très cher : *« il y a beaucoup d'achats de matériel qui doit être renouvelé régulièrement. Les consommables coûtent aussi de plus en plus cher. »*

Les infirmiers libéraux :
La profession ne semble pas concernée par ce manque. 100% de la population régionale est couverte et certaines zones sont mêmes surdotées. Conséquence : il est interdit pour un infirmier libéral de s'installer dans une zone surdotée.
Ces considérations plutôt optimistes n'empêchent pas un mal-être chez les infirmiers libéraux. En cause, une banalisation de la violence physique et de plus en plus de bureaucratie. *« Dans une semaine, je réserve une journée et demie pour l'administratif,* explique Pierre

Charpentier, infirmier dans le Cher et président de l'URPS Infirmiers Centre-Val de Loire. *L'infirmier libéral est un chef d'entreprise. Il gère les paiements, la comptabilité, les charges à payer.* »
De plus, infirmier libéral est un métier sous ordonnance : « *on ne peut pas facturer et on ne peut donc pas être payé tant qu'on n'a pas une ordonnance* ». Plus qu'un manque d'infirmiers libéraux, c'est le manque de médecins généralistes qui impacte le travail des infirmiers. L'URPS plaide pour un accès direct pour certains types de soins encadrés : « *en levant la contrainte et le besoin d'une ordonnance, l'accès aux soins serait simple, efficace et rapide pour le patient. Cela libérerait du temps aux médecins généralistes. Il faut valoriser les compétences disponibles* ». L'URPS plaide aussi pour une circulation totale des données médicales et une collaboration entre tous les professionnels de santé. « *Le manque d'informations met en danger le patient. Il faut arrêter de voir le médecin au centre du soin. C'est le patient qui doit être au centre du soin !* »


© Freepik

La réponse des médecins libéraux à la question de l'accès direct aux soins :

Concernant l'accès direct aux soins, « *nous n'avons ni la volonté, ni la capacité de tout faire*, répond Pierre Bidaut. *Il faut respecter les compétences de chacun. La responsabilité du parcours de santé doit relever du médecin généraliste. Il doit y avoir une coordination protocolisée, une supervision médicale. Je ne suis pas contre un accès direct pour un certain nombre de soins. La qualité des soins passe par un parcours de prise en charge coordonnée.* »

Les pharmaciens :

Par rapport au reste de la France, la région Centre-Val de Loire compte un peu moins de pharmacies par nombre d'habitants et les jeunes formés dans la région restent moins. Il y a aussi des disparités entre les départements, avec plus de pharmaciens en Indre-et-Loire grâce à la présence de la faculté de pharmacie, contrairement à l'Indre ou au Cher par exemple.
La profession rencontre de grosses difficultés de recrutement et la fermeture d'une officine est souvent liée au départ d'un ou plusieurs médecins généralistes dans une commune. « *Les pharmacies sont moins nombreuses, mais la population et la patientèle est toujours là*, explique Françoise Guegan, pharmacienne à Huisseau-sur-Cosson (41) et présidente de l'URPS Pharmaciens Centre-Val de Loire. *L'officine est le dernier accès à la santé.* »

Maxence Yvernault

Groupama PARIS VAL DE LOIRE

(1) Le système de télésurveillance connecté comprend : une centrale, un détecteur de fumée connecté, deux badges, un clavier sirène, une sonde inondation, une plaque signalétique extérieure, un détecteur de mouvement avec prise d'images et un détecteur de choc et d'ouverture. Des solutions modulables disponibles, en pack ou en formule libre. Options supplémentaires possibles. (2) Pack correspondant à la télésurveillance d'une habitation avec une porte d'entrée ; deux autres formules disponibles pour 2 ou 3 portes d'entrée. Voir conditions en agence. (3) Du 1er avril au 3 septembre 2023, frais d'installation de 150 euros offerts à la souscription d'un pack ou d'une formule libre Groupama Box Habitat.
GROUPAMA BOX HABITAT est un service de télésécurité des biens de COFINTEX 6 SA, Société Anonyme au capital de 4 128 449,00 Euros, immatriculée au RCS de PARIS 410 620 660 - Siège social : 8-10 rue d'Astorg 75008 PARIS. La société Cofintex 6 SA est titulaire de l'autorisation d'exercer N°AUT-094-2113-03-02-20140370598, délivrée par le C.N.A.P.S. Conformément au Code de la sécurité intérieure, l'autorisation d'exercer ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient. La gestion des souscriptions est déléguée par COFINTEX 6 SA aux Caisses Régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles Groupama, entreprises régies par le Code des assurances et soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. **GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE** - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles Paris Val de Loire - Siège social : 1 bis avenue du Docteur Ténine - CS 90064 - 92184 Antony cedex - 382 285 260 RCS Nanterre - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest - 75009 Paris. www.groupama.fr - Document et visuel non contractuels. Crédit photo : Shutterstock - Création : communication commerciale et digitale Groupama Paris Val de Loire - 06/2023.

Il y a huit ans, Hervé Samalgaski a fondé Be Handi, une agence de voyages spécialisée dans les séjours individuels et collectifs pour les personnes en situation de handicap. Installée à Beauce-la-Romaine, l'entreprise doit sa popularité à ses séjours sur-mesure et encadrés par du personnel qualifié (infirmiers, éducateurs spécialisés, assistants médico-sociaux, etc.). Depuis un an, le dirigeant partage la direction avec Fabienne Torche-Kessler. Tous deux ambitionnent de démocratiser davantage le voyage auprès des personnes en situation de handicap et de faire reconnaître le métier des accompagnants. Rencontre pour une pause-café avec ces deux entrepreneurs qui font du bien au genre humain.

Être entrepreneur

◇ Si vous deviez compléter la phrase suivante, vous diriez quoi ? « *Pour passer de l'idée au projet, il faut un peu de… et beaucoup de… sans trop de… pour y arriver.* »

Hervé S : Je dirais qu'il faut un peu de risques et de folie, avec beaucoup de résilience et sans trop d'appréhension ni de jugements. Quand je me suis lancé dans cette entreprise, tout le monde m'a dit que j'étais fou de faire ça, parce que ça semblait complexe à plusieurs titres. C'est vrai, mais c'est surtout parce que personne ne connaissait vraiment le sujet.

◇ Si vous étiez investisseurs, à quoi feriez-vous attention ?

Fabienne T-K : À deux points : la marge et l'humain. La marge permet de mesurer le potentiel du business et de voir s'il y a de belles perspectives. Ensuite, l'humain est capital, même s'il n'y a pas de recette magique pour bien le percevoir. Je crois qu'il faut suivre ses convictions, et puis on teste. Parfois, on se plante, alors on se relève et on apprend. Avec le temps, si on sait bien s'entourer, on apprend à déléguer et à faire confiance. Pour faire progresser son entreprise, il faut accepter, à un moment donné, de lâcher prise sur son projet pour le faire partager.
Hervé S : Je suis totalement d'accord, ces éléments permettent de mesurer le potentiel développement d'une entreprise.

◇ Si votre entreprise était un film ou une série, ce serait…

Hervé S : Intouchables, bien évidemment. Le film illustre bien le quotidien des personnes en situation de handicap, qui est pesant, et comment on peut venir le bousculer en apportant du plaisir. J'ai en tête la scène où Omar Sy dit « Tu ne vas pas monter dans la bétaillère » alors qu'il y a une belle voiture de sport dans la cour. C'est exactement notre état d'esprit. En démocratisant le voyage, on essaie au maximum de leur faire oublier le handicap pour qu'ils puissent vivre des expériences comme les autres, et ça marche ! On a plus de 50 % de nos clients qui sont désormais des habitués, leurs familles et leurs aidants nous disent combien ils changent après leur voyage. Ils prennent confiance en eux, s'autorisent à partir de plus en plus loin et font des activités qu'ils n'auraient jamais imaginées. Je pense à Sylvain, qui était parti faire de la plongée en Polynésie. Lui qui était lourdement handicapé moteur n'avait plus de douleur dans l'eau. Et puis, comme dans le film, il se crée une vraie relation avec l'accompagnateur. Nos salariés sont à l'écoute pour adapter le programme selon les envies de nos clients. On fait en sorte que ça matche bien, et souvent, ils repartent ensemble.

Parlons de vous

◇ Si vous pouviez être quelqu'un d'autre le temps d'une journée, qui aimeriez-vous être ?

Fabienne T-K : Il y a tellement de personnes qui ont fait avancer les choses. Je dirais Champollion pour les explorateurs ou Marie Curie pour le registre des sciences.

◇ Vous êtes particulièrement doué pour… et pas doué pour…

Hervé S : Je suis très doué pour trouver des idées (rires), j'en ai sans cesse. Par contre, je suis moins doué pour le côté organisationnel.

◇ Quelle est votre routine antistress ?

Hervé S : J'aime beaucoup jardiner, et aussi m'occuper de mes abeilles, je suis apiculteur.

Émilie Marmion

La saga De Vibraye

On estime à 30 % les entreprises familiales qui franchissent la deuxième génération et à seulement 10 % celles qui survivent à la troisième. Nous nous sommes intéressés à ces success stories et à leurs clés de réussite. Pour cette édition estivale, nous avons rencontré Constance et Charles-Antoine De Vibraye, les propriétaires du domaine de Cheverny. Ils incarnent la deuxième génération du site touristique, ouvert au public en 1922 par Philippe De Vibraye, leur grand-oncle. Porteurs de cet héritage patrimonial, ils ont su le conserver tout en le développant davantage par le tourisme. Châtelains et chefs d'entreprises, ce sont avant tout des passionnés qui ont à cœur de partager leur entrain communicatif avec leurs trois enfants.

© Château de Cheverny

Un patrimoine avant une entreprise

Depuis plus de six siècles, le château de Cheverny appartient à la famille des Hurault de Vibraye. Le domaine ayant toujours été habité, les différents propriétaires l'ont fait évoluer au cours de l'Histoire. Résider sur place pour mieux s'en imprégner, voici une des clés, qui, selon la marquise Constance de Vibraye, permet de transmettre l'attachement sentimental : *« Nous avons fait le choix d'habiter dans le château avec nos enfants, il le fallait pour l'avoir dans la peau et faire en sorte que ce quotidien peu banal devienne la normalité »*. Quant au marquis, Charles-Antoine de Vibraye, il affirme que le fait d'avoir baigné dès le plus jeune âge dans ce quotidien lui a permis d'avoir des automatismes et des bases notamment en matière de gestion. *« Ensuite, on compte sur la mémoire orale de tout le personnel pour transmettre »*. D'une quarantaine d'employés à leur reprise dans les années quatre-vingt-dix, l'entreprise a bien prospéré, avec plus d'une soixantaine aujourd'hui en saison haute.

Entre traditions et évolutions

Les De Vibraye forment un duo de dirigeants très complémentaires : si le débit de paroles (rapide) de Charles-Antoine pourrait laisser penser qu'il est le créatif du couple, détrompez-vous ! Il s'attèle plutôt à la gestion : *« Ma femme s'occupe de tout ce qui se voit et moi de ce qui ne se voit pas*, plaisante-t-il avant de préciser, *elle est visionnaire, c'est elle la commerciale de l'entreprise »*. C'est d'ailleurs une des recettes du succès de l'entreprise : la capacité de la famille à bousculer les traditions et à les adapter. Exemple avec l'orangerie du château, que Philippe de Vibraye avait mis en location pour accueillir des congrès ou des mariages et que les propriétaires actuels ont décidé de reconvertir en salon de thé et espace de restauration.

La transmission

Faire en sorte que ces instincts et ces savoir-faire perdurent n'est pas une mince affaire, surtout lorsque le poids des ancêtres peut être lourd. *« Pour consolider notre famille, nous nous sommes toujours imposés de prendre des vacances inclusives, uniquement avec nos trois enfants. C'est pendant ces moments-là qu'on a pu prendre du recul, échanger avec eux et prendre nos décisions importantes vis-à-vis du château. Nous les avons toujours inclus dans nos conversations, dès le plus jeune âge et nous ne leur avons jamais caché les difficultés. »*, confie Constance de Vibraye. Leurs trois enfants, Isaure, Eugénie et Maximilien, sont profondément attachés à leur héritage familial et s'impliquent naturellement dans la gestion du domaine. Pour le fils de la fratrie, cette envie est plus affirmée. S'il est encore en études, la passion du château est bien ancrée en lui. *« Il est passionné, il n'a qu'une seule envie, celle de venir travailler avec nous. Pour qu'il se sente impliqué, on l'écoute, on l'encourage et on met en pratique ses idées, même si on est parfois obligé de le freiner dans ses projets. Prendre notre retraite, on y pense déjà, mais il faut savoir partir au bon moment, quand il sera suffisamment rassuré »*, concluent avec sagesse les châtelains de Cheverny.

Émilie Marmion

> *« Nous avons fait le choix d'habiter dans le château avec nos enfants »*

Groupe Alternance : une success story française

C'est l'histoire d'une réussite, celle d'un des acteurs majeurs de l'enseignement supérieur français en alternance, aujourd'hui, le Groupe Alternance.
En quelques années, et sans dénaturer son ADN familial, le groupe a créé 57 écoles aux quatre coins de la France….

Fondé en 1998 à Rochefort (17) par Laurent Chauveau, le Groupe Alternance fait aujourd'hui partie des plus grandes écoles en alternance de l'enseignement supérieur français. Dans les 65 écoles présentes aujourd'hui sur le territoire, ce sont près de 9 000 étudiants qui sont formés.
Le groupe figure parmi les tous premiers CFA au niveau national certifié Qualiopi*. Les écoles du groupe Alternance peuvent être intégrées via Parcoursup et hors Parcoursup.
Les formations proposées post-bac en alternance vont de Bac à Bac +5, dans les métiers de la vente, du commerce, du marketing, des ressources humaines et de la finance, toutes reconnues par des diplômes d'État ou des titres certifiés (RNCP).

Cocktail d'entrepreneurs & job dating au Groupe Alternance.

Un maillage territorial étendu et efficace

Dans le process, l'alternance associe naturellement les entreprises et elles sont plus de 10 000 aujourd'hui à avoir intégré le réseau.
« *Ce maillage territorial est une véritable force,* rappelle Jean-Luc Bluteau, associé depuis 2009 dans le Groupe. *Nous avons à cœur de voir des personnes grandir au sein de nos écoles, de les accompagner et de les voir évoluer. Ainsi, sur les 65 écoles (1 500 collaborateurs au niveau national), 12 sont dirigées par des anciens étudiants. Loin des gros campus, nos écoles sont à taille humaine, à l'esprit familial et convivial.* »
Déjà présent en région Centre-Val de Loire à Blois, Orléans, Tours et Chartres, le groupe ouvre en septembre 2023 une école à Montargis.

Un groupe visionnaire

Avec un rythme d'alternance d'un jour en école par semaine et d'une semaine complète à l'école toutes les quatre à six semaines, les étudiants sont fortement présents dans les entreprises qui les accueillent. L'alternance permet un apprentissage théorique et pratique qui séduit autant les étudiants que les entreprises.
Ce rythme d'alternance particulier existe en fait depuis les débuts du Groupe Alternance et trouve, dans le contexte actuel, un écho d'autant plus fort auprès des entreprises et des étudiants.

Mobilisation des étudiants du Groupe Alternance pour octobre rose.

« *En effet, depuis 10 ans, on sent une appétence pour l'alternance. C'est véritablement un pré-recrutement pour l'entreprise. Elle investit du temps et de l'argent sur une personne qu'elle forme tant sur des compétences qu'à l'esprit de l'entreprise. Dans une période où les difficultés de recrutement sont légion, sont donc visées avec l'alternance une intégration et sa fidélisation sur du long terme. Aujourd'hui, l'alternance est perçue comme une vraie expérience professionnelle* », souligne Jean-Luc Bluteau.

Le 15 juin dernier à La Rochelle, deux étudiantes de l'école d'Orléans étaient en finale du challenge organisé par le Mouvement des Dirigeants Commerciaux de France (DCF) visant à mettre en lumière les entreprises qui valorisent la fonction commerciale et développent l'intelligence commerciale. Une belle opportunité pour ces jeunes qui assoit davantage, s'il était besoin, la renommée du Groupe Alternance.

*Qualiopi : obligation de certification au 1er janvier 2022, par un organisme tiers, des organismes réalisant des actions concourant au développement des compétences sur la base d'un référentiel national unique qui souhaitent accéder aux fonds publics et mutualisés.

Infos : www.alternance-centrevaldeloire.fr

Camille Colloch

Devenir Responsable d'Etablissement Touristique

Le CCI Campus des Métiers et de l'Artisanat Centre-Val de Loire de Blois, lance un nouveau diplôme de Responsable d'Etablissement Touristique, sanctionné par un niveau Bac + 3. Pour l'occasion, l'Épicentre est parti à la rencontre de la référente de ce nouveau cursus.

Elle s'appelle Mathilde, et est donc la référente de la nouvelle formation de Responsable d'Etablissement Touristique (RET). Issue d'un parcours exclusivement hôtelier, elle a obtenu elle-même un BTS Gestion Hôtelière en 2002, avant de partir directement travailler à Paris dans des structures différentes, principalement des 4 et 5*. *« J'ai occupé plusieurs postes allant de la réception au commercial, en passant par la comptabilité et le service des étages, sur Paris mais également à Londres. Après 10 ans d'expérience polyvalente, j'ai ainsi pu accéder à un poste d'Adjointe de Direction sur une structure 4*, puis de Directrice Générale sur un établissement Mercure à Paris, que j'ai dirigé pendant 2 ans. Après cela, j'ai eu la chance d'avoir une nouvelle expérience en Ressources Humaines sur un hôtel 4*, et je suis revenue sur un poste de direction : j'ai ainsi pris la direction du Novotel de Blois. Ma mission sur cet établissement était d'accompagner le changement, en passant de la marque Holiday Inn à Novotel. Cette mission était très complète : commercialisation de la nouvelle enseigne, suivi des travaux, changement des process internes mais également accompagnement des équipes sur ce gros changement. »*

Après cette dernière expérience très riche, elle fait donc le choix de devenir formatrice et de transmettre sa passion pour ce métier. Travaillant en tant que formatrice indépendante, elle intervient principalement sur les domaines hôteliers bien entendu, mais également Ressources Humaines et Management, et Relation Client. *« Ce métier est très riche et polyvalent, et cette formation de Responsable d'Etablissement Touristique permettra à nos étudiants d'avoir une vision globale de l'entreprise touristique grâce aux différents modules enseignés : tourisme, hébergement – hôtel, chambre d'hôtes, camping etc -, restauration, règlementation, commercialisation, gestion et management. L'expérience en alternance donnera aussi l'occasion aux futurs étudiants de mettre en pratique directement les enseignements reçus, et de commencer à prendre des responsabilités. »*

N'attendez plus ! Que vous soyez futur étudiant ou que vous souhaitiez devenir partenaire de cette formation en accueillant un(une) jeune en alternance, vous pouvez bien sûr les contacter.

Pour plus d'infos, contactez Monique du Campus des Métiers au 02 54 74 15 37 mlaroche@cma-cvl.fr ; ou Julie au CCI Campus Centre 06 07 78 70 70 julie.salesse@loir-et-cher.cci.fr

Que faire avec mon CPF en région Centre-Val de Loire ?

Critiqué pour le démarchage abusif et les fraudes dont il fait l'objet, le Compte Personnel de Formation ou CPF reste méconnu de certains Français, quand d'autres en profitent pour se former. Zoom sur les droits, les devoirs et les interdictions entourant le CPF, ainsi que sur les formations éligibles au CPF en région Centre-Val de Loire.

Le Compte Personnel de Formation (CPF) permet d'acquérir des droits à la formation utilisables tout au long de la vie active, y compris en période de chômage. Toutes les formations éligibles au CPF sont rattachées à un organisme de formation et validées par France Compétences : *« Maintenant, c'est très contrôlé »*, prévient d'emblée Guénaëlle Herter, attachée commerciale au Greta Val de Loire. Le CPF peut financer la totalité ou bien une partie de la formation en question. Si le montant du CPF n'est pas suffisant, la différence peut être prise en charge par son employeur, Pôle Emploi ou bien par l'individu lui-même. Le CPF concerne la formation continue, c'est-à-dire la formation tout au long de la vie professionnelle de la personne. Il faut donc penser à utiliser son CPF avant de partir à la retraite. Tout organisme confondu, les formations éligibles au CPF les plus demandées sont la certification Cléa, la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), le bilan de compétences, les langues vivantes ou encore le permis de conduire B ou C. Le CPF peut aussi être utilisé pour passer une certification en anglais (TOEIC : Test of English for International Communication), une certification des compétences informatiques (TOSA) ou encore une certification en français (Voltaire).

Afin de mettre fin aux fraudes et préserver le CPF, le démarchage commercial auprès des titulaires du CPF est désormais interdit par la loi. Il concerne le démarchage téléphonique, par messagerie, par courrier électronique ou encore via les réseaux sociaux. Violer cette loi peut entrainer une amende pouvant aller jusqu'à 375 000 €.

D'infirmière à la métallerie

Au Greta Val de Loire, *« nous avons traité plus de 300 demandes de financement CPF en 2022,* poursuit Guénaëlle Herter. *La majorité des demandes concerne des modules courts, mais il y a aussi quelques demandes pour des formations plus longues dans le domaine du tertiaire. »*

Certains utilisent leur CPF pour faire un bilan de compétences. C'est le cas de Gisèle Mondonga qui a été orientée vers le Greta Val de Loire en vue d'une reconversion professionnelle : *« Je n'avais jamais entendu parler du CPF. C'est l'assistante sociale qui m'en a parlé. Je voulais trouver un autre travail ».* Inscrite à un CAP Accompagnant Éducatif et Social (AES) à Blois, elle débutera sa formation en octobre prochain, pendant un an.

Pour une reconversion ou pour trouver une formation, le CPF propose à ses bénéficiaires l'aide d'un Conseiller en Évolution Professionnelle (CEP) pour les accompagner dans leur projet. Sylvie Prazeres das Neves a fait appel à un CEP et a mobilisé ses droits CPF dans le cadre d'un Projet de Transition Professionnelle (PTP). Infirmière depuis 1995, elle cherchait un nouveau métier

« Maintenant, c'est très contrôlé »

Guénaëlle Herter

manuel et s'est finalement lancée dans un CAP métallerie-serrurerie au Greta Val de Loire. *« J'ai appris par la suite que la formation était prise en charge par le CPF »*, explique-t-elle.

70 blocs de compétences éligibles au CPF au CNAM CVL

Au CNAM Centre-Val de Loire, les demandes de formations éligibles au CPF concernent surtout l'anglais et la VAE en droit, comptabilité, RH, numérique, informatique et médico-social. Pour Sophie Bréard, directrice régionale du CNAM CVL, et Emmanuelle Moizan, responsable du pôle offre de formation, certification et qualité au CNAM CVL, *« les appels abusifs pour le CPF ont rendu les gens méfiants. Ils ne voulaient plus entendre parler du CPF. Désormais, les gens sont de mieux en mieux informés »*. Sur son site internet, le CNAM CVL peut mettre en avant les 70 blocs de compétences éligibles au CPF. *« Le CPF est un outil de communication, mais pas un outil de démarcation par rapport aux autres écoles. »*

« Responsabiliser les salariés »

À l'Université de Tours, entre cinquante et cent personnes par an utilisent leur CPF pour reprendre leurs études. En dehors des Diplômes Universitaires (DU), toutes les formations proposées par l'établissement sont éligibles au CPF.

Patricia Perrochon, cadre paramédical à Villandry (37) a fait le choix de la VAE. *« J'ai financé le suivi VAE grâce à mon CPF »*, explique-t-elle. Elle suit actuellement une deuxième année de master Économie et Gestion des Structures Sanitaires et Sociales (EG3S) à l'Université de Tours. Selon elle, *« très peu de gens connaissent leurs droits en termes de CPF. Je diffuse l'information autour de moi. »*

De son côté, Florence Foucreau, responsable administration du personnel et de la paye chez Hutchinson, a réalisé un bilan de compétences, puis est entrée en deuxième année de master Management et Stratégie d'Entreprise (MSE) à l'Université de Tours. *« Le CPF a payé une partie de ma formation*, affirme-t-elle. *Les gens entendent parler du CPF, mais ne vont pas vérifier si le leur est crédité. Si une personne n'en a pas besoin ou n'a pas de projet de reconversion, elle n'utilise pas son CPF. On n'a pas conscience de la question tant qu'on ne se la pose pas. Il faut responsabiliser les salariés. »*

Maxence Yvernault

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

greta VAL DE LOIRE

Grâce au CPF, passez à l'action en toute simplicité.
Avec le Greta, choisissez la sécurité !

Se former, se mettre à niveau, ou évoluer professionnellement c'est possible...

Quelques suggestions pour booster votre CV :

- le **bilan de compétences** pour faire émerger un projet pro. motivant et réaliste,
- la certification **TOSA** ou **TOEIC** pour attester de vos compétences dans le digital et le numérique, en bureautique ou en anglais,
- ou la certification **DCL** en **Langue des signes**, un accompagnement **VAE**, une partie de diplôme validée par un bloc de compétences...

Toutes les infos sur notre site

MON COMPTE FORMATION

Contact : Guenaelle.Herter@greta-vdl.fr | 07 57 55 41 10

greta-vdl.fr

L'atelier des projets, un nouveau tiers lieu de compétences à Tours

Créer un « tiers-lieu » dédié à l'écosystème œuvrant dans la compétence, il fallait y penser ! Concept novateur porté par un consortium piloté par l'AFPP à Tours, « L'Atelier des Projets » ouvrira ses portes en fin d'année en plein cœur de Tours.*

Centre de formation, l'Association de Formation Professionnelle Polytechnique de Touraine (AFPP) accueille annuellement 3 200 stagiaires représentant un volume de 380 000 heures de formation. Parmi ses pôles d'activités figurent notamment l'accompagnement des demandeurs d'emploi, le passage de qualifications pour des formations ou encore l'école de la deuxième chance destinée à des jeunes de 16 à 30 ans en rupture pédagogique.

Un « tiers-lieu », un projet commun

« *Dès 2020,* précise Dominique Geslin, Directeur général au sein de l'AFPP, *nous avons créé dans nos murs un espace baptisé Learning Lab visant à accompagner une pédagogie innovante et ce grâce à des outils numériques tels que des casques virtuels, des flipboard (tableaux tactiles) et des imprimantes 3D. La Région Centre-Val de Loire s'est très vite montrée intéressée par cet outil, d'autant plus qu'elle souhaitait déployer des tiers lieux de compétence dans chaque bassin d'emplois.* »

À l'occasion de l'appel à projet de « *tiers lieux* » lancé par la région, l'AFPP se positionne avec un consortium d'acteurs composé des fondations de la Banque Populaire Val de France, de la SNCF et d'EDF, des entreprise AG2R la Mondiale et Orange et du Cefim.
Retenu à l'issue de l'appel à projet, 500 000 € viendront abonder l'enveloppe globale du projet fixée au double.

Un large écosystème ciblé

« *L'objet de ce tiers lieu est de permettre à tout l'écosystème qui œuvre de près ou de loin dans la compétence, de pouvoir se rencontrer, se réunir et développer des projets. Au sens large, nous visons les acteurs de l'emploi, les organismes de formation du territoire, les organismes en lien avec l'orientation professionnelle, les acteurs dans la sphère économique comme les organisations professionnelles consulaires, les institutionnels (région, département), les acteurs sociaux travaillant sur les freins à l'emploi (ex : la mobilité, la garde d'enfant, la santé) ou encore des acteurs sociaux. Étant situés en bordure d'un Quartier Prioritaire de la Ville, nous avons également vocation à échanger avec tous les acteurs qui font du lien social sur notre territoire* », poursuit Dominique Geslin.

La constitution du consortium s'est faite naturellement, fort de relations étroites tissées au gré des années. « *Si les acteurs du consortium sont porteurs de financement, ce ne sont pas des financements, juste pour se donner bonne conscience. Ils ont vraiment une volonté de mettre en place des choses pour une population ciblée* », souligne le directeur général.

Un lieu, cinq espaces

« *L'idée, c'est de regrouper sur 1000 m² les organismes de formation pour qu'ils réfléchissent ensemble à des projets de formation innovants à destination des demandeurs d'emploi et des personnes un peu éloignées. Ainsi, nous disposerons d'un espace éco-citoyen qui a vocation à être une sorte de place publique, d'un espace Agora pour accueillir des jobs dating ou des présentations de métiers et de secteurs.*
Nous aurons également un espace learning et numérique pour tester des innovations pédagogiques, un espace coworking pour les personnes nomades et les stagiaires de la formation professionnelle. Il y aura toujours une personne pour accompagner les tutorés. Enfin, un prolab, '' l'espace de jus de cerveau '' où créer du projet éco-citoyen », indique Dominique Geslin.

L'ouverture prévisionnelle est fixée à fin 2023, début 2024.

**Tiers-lieu : espace ouvert où des individus peuvent se réunir pour travailler, s'approprier des savoirs et/ou des compétences, pour se rencontrer ou simplement échanger.*

Contact : infos@afptours.com - 02 47 76 40 00
Ateliers à l'AFPP :
• 4 juillet sur « le numérique c'est pas sorcier »,
• 6, 11 et 19 juillet sur internet, la cybersécurité et les réseaux sociaux

Camille Colloch

Emploi : les nouvelles attentes des jeunes

Les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus les mêmes aspirations qu'il y a 20 ans. Ce n'est pas qu'ils ne veulent plus travailler, c'est qu'ils veulent pouvoir donner du sens à leur travail. S'engager. Pour un futur meilleur. Pour un monde meilleur. Pour un salaire meilleur ? Pas forcément. En revanche, ils ne font pas l'impasse sur leur besoin de sens. Résultat ? Aujourd'hui, les boîtes ont du mal à recruter et à fidéliser. Aujourd'hui, ce sont les candidats qui choisissent leur entreprise et plus l'inverse. Edgar Grospiron, champion de ski acrobatique devenu conférencier, explique ces nouveaux comportements et donne aux chefs d'entreprise les clés pour se réinventer et rester performants.

Edgar Grospiron, champion de ski acrobatique.

« On critique beaucoup les jeunes. Mais est-ce la faute des jeunes ou la nôtre, parce que nous vieillissons et que nous avons plus de mal à nous adapter ? N'aurions-nous pas oublié notre jeunesse quand nous voulions réinventer le monde, faire de notre passion notre métier et s'y éclater ? Nous avions des idéaux à 20 ans… Mais nos responsabilités se sont accrues avec le temps et il est aujourd'hui difficile de se remettre dans la peau de celui ou celle que nous étions à 20 ans. Les choses évoluent dans le rapport au travail mais elles ne sont pas si fondamentalement différentes de nos préoccupations d'il y a 30 ans. » C'est par ce constat qu'Edgar Grospiron, champion de ski acrobatique devenu conférencier spécialiste de la motivation, commence son analyse des nouveaux comportements et des nouvelles attentes des jeunes au travail.

Identifier les composants de sa motivation

« Les jeunes aujourd'hui n'ont pas envie de sacrifier leur vie personnelle pour le travail même si une partie d'entre eux affirme vouloir réussir professionnellement. L'autre partie est plus désabusée : elle n'y croit plus et elle n'effectuera qu'un job alimentaire. Elle trouvera son épanouissement ailleurs. Le clivage est assez fort. Cette dernière catégorie est logiquement plutôt représentée dans les postes à faible qualification. Et il est difficile de recruter, de fidéliser quand la personne n'est pas motivée par le travail. Pourtant, ces jeunes sont essentiels à la bonne marche de l'entreprise ! »

Edgar Grospiron affirme qu'*« avoir de l'ambition, pour un jeune, c'est compliqué. C'est une des questions les plus angoissantes pour lui : ''qu'est-ce que tu veux faire plus tard ?'' Avec quelles armes partir ? Qu'est-ce qui va lui donner les moyens de son ambition ? Les compétences ne suffisent pas. Il existe d'autres ingrédients qui participent à la motivation. »* L'ancien sportif de haut niveau en liste trois : *« Le premier d'entre eux, c'est la passion. Pourtant, elle est souvent moquée (''ce n'est pas avec ça que tu vas réussir dans la vie !'') Il faut aller regarder ce qu'il y a derrière cette passion. Parce que quand un domaine passionne, il vient nourrir un besoin essentiel chez l'individu. Il y a ensuite la talent. On peut exercer n'importe quel métier sans avoir de talent particulier. Mais le talent mis au profit d'un métier, c'est une force extraordinaire qui est encore trop peu exploitée. Et il y a enfin les valeurs. En quoi vont-elles être un socle sur lequel on va construire son identité ? Le jeune doit donc avoir pleinement conscience de ses passions, talents et valeurs qui sont des outils à mettre au service de son ambition pour forger sa motivation. Croire en soi et en ses capacités pour réaliser ses ambitions. Un jeune qui a réalisé cela, qui croit en lui (et qui voit que l'on croit en lui) et qui a un niveau d'exigence élevé sera motivé. »*

Estelle Cuiry

> *"Les jeunes aujourd'hui n'ont pas envie de sacrifier leur vie personnelle pour le travail"*

Chat GPT et ces autres IA qui vont transformer nos vies

2023 sera bien l'avènement d'une nouvelle révolution industrielle et technologique. Ces six derniers mois, pas un jour ne se passe sans qu'on entende parler de ce Chat GPT ou de robots humanoïdes capables de réaliser l'impossible. Ces outils suscitent la curiosité, interrogent, inquiètent. Tour d'horizon des différentes réactions entendues au cours du semestre :

« Je suis là, car j'ai entendu dire que mon métier était voué à disparaître » annonce d'entrée une salariée comptable, lors d'un atelier découverte de Chat GPT. Aïe ! Même si nous n'en sommes pas encore là, il est vrai que demain, l'IA (Intelligence artificielle) va profondément bouleverser nos métiers. Ne faisons pas l'autruche, oui, certains vont disparaitre quand d'autres vont émerger. Comme dans toutes les révolutions industrielles, cette évolution passera par une phase de transition, ponctuée de frustrations et d'excitations. Nos ancêtres, auraient-ils pu imaginer qu'un jour, les pompiers puisse voir à distance et en temps réel le début d'un incendie grâce à la prise en main de la caméra d'un téléphone portable ? Certes, les lavandières ont disparu (satanée machine à laver) et désormais, on compte plusieurs métiers différents pour écrire des informations sur Internet (journaliste, rédacteur web, community manager, copywriter, etc.). Le chômage inquiète, la peur de ne pas savoir, d'être dépassé par la machine *« Et si demain, c'est un robot qui dicte mes plaidoiries ? »* se soucie une avocate.

D'un autre côté, voyons-y du positif ! C'est une avancée majeure pour la quête perpétuelle du confort des humains et qui peut participer à notre bonne santé. Quelle libération pour nos cerveaux ! Malmenés ces dernières décennies, on leur demande de constituer des données, de les compiler, les trier, les synthétiser, les reformuler, etc. La charge mentale s'alourdit et le burn-out guette dans le coin. Alors, si demain, ce sont les robots qui réfléchissent à notre place, que va-t-on devenir ? *« Des débiles,* me répond un chef d'entreprise, *argumentant ces propos, déjà, on ne sait plus écrire correctement, ni chercher sa direction tout seul quand on doit se rendre quelque part sans GPS, alors là, on va créer des générations de personnes qui ne savent même plus réfléchir par eux-mêmes ».* Certes, on s'en prend un coup au moral là, mais mettons un pas de côté.

Imaginons un instant que l'IA libère réellement du temps et de l'énergie pour les humains, comment vont-ils l'exploiter ? Projetons-nous dans le futur, quelles sont vos préoccupations de demain ? *« Moi, je pense qu'on va pouvoir mieux prévenir et réduire des risques »* témoigne un assureur. Il est vrai que la voiture du futur présentée lors du salon Vivatech en juin dernier, en donne déjà un aperçu (sécurité routière). *« Les gens ont envie de retourner vers des métiers manuels, peut-être que ça va leur permettre »* évoque un artisan. *« On va pouvoir se concentrer sur la transition énergétique »* m'évoque un militant écologiste. Hum, de ce point de vue-là, l'industrie de l'IA a beaucoup de progrès à faire. Le volume des données engendré est colossal, c'est une pollution énergétique qui dépasse tout entendement. De même, les questions de protection et de sécurité des données interrogent, mais nul doute que les instances gouvernementales auront légiféré d'ici là. Reste un point majeur, celui de la protection intellectuelle : comment gérer le fait qu'une IA produise à la place, ou avec l'aide d'un humain ?

Et si j'avais fait appel à Chat GPT pour cet article, aurait-il été capable de l'écrire ? Oui, certainement, à condition de lui avoir dicté au préalable un *« prompt »* (Ah ! Encore un nouveau mot à apprendre, remplacez par *« consigne »*) résumant l'entièreté des réunions, conférences et échanges personnels de ces six derniers mois. C'est possible, mais lui faire adopter un style d'écriture et mon humeur du jour, soyons honnête, il est encore peu probable qu'un robot ne sache le faire tout seul. Lui, est enfermé dans sa caisse noire, étriqué entre ses composants électroniques, tandis que moi, je m'apprête à passer une belle journée d'été en famille. Non vraiment, si l'IA est puissante et aidante, sa créativité n'est pas près de remplacer nos émotions et notre imaginaire. Elle peut en revanche, être une alliée pour nous laisser plus de temps à ces effets.

Émilie Marmion

> *« Imaginons un instant que l'IA libère du temps et de l'énergie pour les humains, comment vont-ils l'exploiter ? »*

Il était une fois, une maison en bois

Le 9 mai dernier, Agglopolys organisait une visite de l'entreprise Maisons Bois 2F à Blois. Fondée en 2009, celle-ci est spécialisée dans la construction de maisons à ossature en bois.

Dans le célèbre conte des Trois Petits Cochons, le premier construit une maison en paille, le deuxième une maison en bois et le troisième une maison de briques et de ciment. Le grand méchant loup parviendra à détruire les deux premières maisons en soufflant dessus. Mais, contrairement aux idées reçues persistantes, une maison en bois n'est pas moins solide qu'une maison en briques. Et surtout, elle est plus écologique et plus économique !
Dirigée par Florent Flamermont, Maisons Bois 2F a fait le pari de la construction de maisons en bois. Ces maisons sont dites passives, c'est-à-dire que la consommation énergétique au mètre carré est très basse, voire nulle. Les matières premières utilisées sont françaises à 95 %. Le bois, par exemple, vient de Sologne, du Morvan ou encore du Jura.

80 € de chauffage à l'année

La délégation d'élus présente ce jour-là a pu visiter le siège de l'entreprise avec son bureau d'étude et son atelier de fabrication. Le bureau d'étude conçoit et lance la fabrication des ossatures en bois. Il dessine la maison en 3D avant sa construction et en fonction du budget du client. Il prend en compte les doléances du client et les problèmes que l'entreprise pourrait rencontrer sur le terrain.
L'inflation et la crise ukrainienne ont eu des conséquences sur les prix, d'abord sur le bois, puis sur l'ensemble des matières premières. Florent Flamermont a également décidé d'augmenter les salaires de ses employés. Au total, cela représente 30 % de hausse sur le prix des maisons.
Malgré cela, ce type de construction a le vent en poupe car elle garantit des économies d'énergie importantes. La maison en chantier visitée ce jour-là ne ressemble pas à un chalet et s'intègre parfaitement dans le paysage local. « *On ne voit pas que c'est en bois* », plaisante Florent Flamermont. Elle fera dépenser, en moyenne, 80 € de chauffage à l'année à ses propriétaires. Maisons Bois 2F propose des maisons allant largement au-delà des normes françaises, et notamment au-delà de la réglementation environnementale RE2020. Un système de récupération de l'eau de pluie ainsi qu'un poêle à granulés vont être installés en complément. La fin de la construction de cette maison est prévue pour fin 2023-début 2024.

Le chantier de construction d'une maison à Blois.

L'atelier de fabrication de Maisons Bois 2F.

« Un secteur d'avenir »

Avec dix à douze maisons construites par an, Maisons Bois 2F est très sollicitée, notamment grâce au bouche-à-oreille et à internet. « *Le téléphone n'a jamais autant sonné*, explique Florent Flamermont. *Je ne fais appel à aucun sous-traitant. J'ai commencé seul. Nous sommes 17 aujourd'hui. Je dispose de tous les corps de métiers, allant du maçon à l'électricien en passant par le plombier, le couvreur ou encore le charpentier. Il faut se former régulièrement. Le turn-over est très faible et je prends régulièrement des apprentis. D'autant plus que c'est un secteur d'avenir. Il n'y a pas beaucoup de constructeurs bois en France et personnellement, si je protège mon savoir-faire, je ne suis pas convaincu de l'utilité de déposer des brevets de fabrication par exemple. J'aimerais vraiment que l'ossature bois se démocratise le plus possible et soit accessible au plus grand nombre. Il s'agit de faire des maisons autrement.* » Et du parc locatif aussi… Avis aux bailleurs et aux collectivités !

https://www.mb2f.com/

Maxence Yvernault

> *« Le téléphone n'a jamais autant sonné »*
>
> *Florent Flamermont*

© Freepik

CONSOMMATION, ENTRE CONVICTIONS ET OPPORTUNISME

À première vue, le monde ne consomme plus comme avant. La culture du bonheur immédiat, Internet, l'impatience créée par le nouveau commerce, tout nous pousse à vouloir plus et tout de suite. Pourtant, les Français seraient, dit-on, attentifs à l'environnement et à l'avenir de la planète.
Et cela confère de nouveaux comportements d'achat. On passerait de la possession au simple usage, on n'achète plus, on loue ; sa maison, sa voiture, sa perceuse comme sa résidence secondaire.
Est-ce le reflet de la vérité ou d'une image donnée par une société qui veut faire bonne figure ?

Dossier réalisé par Stéphane de Laage

Pour certains, ne plus posséder, c'est avoir moins de charges, faire des expériences plutôt que d'accumuler des biens matériels : De nombreux consommateurs cherchent à vivre des expériences. Expériences culturelles et touristiques, sports, restaurants et activités de loisirs ont le vent en poupe.
Pour d'autres, moins altruistes, c'est se donner la possibilité de changer à tout moment. Changer de lieu de villégiature ou de couleur de voiture, s'assurer de toujours avoir le dernier modèle hi-Tech d'ordinateur ou de téléphone. Jérôme, chef d'entreprise, explique qu'en matière d'informatique, il n'achète surtout plus rien. *« Fut une époque où l'entreprise amortissait son parc informatique sur cinq ans, maintenant, ça ne s'amortit même plus, dit-il. Par contre, l'intérêt de louer reste valable pour disposer des dernières versions de logiciels et de systèmes d'exploitation ».*
Karine, qui tient un commerce de matériel informatique confirme : *« Les clients achètent majoritairement. Ceux qui louent, le font par le biais des leasings bancaires de 3 ans, souvent pour des PC, plus rarement chez Mac qui propose des machines exploitables dix ans et plus ».* Les utilisateurs de Mac sont donc plus souvent propriétaires, question de logique purement financière.

Un toit sur la tête pour la retraite

Les orientations politiques de nos chefs d'État décident de certains choix. Les placements financiers par exemple, se réfléchissent différemment sous Macron que sous Sarkozy. À l'époque de l'ISF, ils se répartissaient entre liquidités, PEA et Immobilier, mais l'IFI a rebattu les cartes. Au-delà de 1,3 millions d'euros la propriété est taxée, alors les calculs se font autrement. Mais ce n'est pas le seul calcul qui fait pencher la balance entre achat et location. Pierre Thibaud dirige l'agence immobilière Côté Loire à Orléans. *« Toutes les considérations la font encore pencher vers l'investissement immobilier,* dit-il. *La pierre reste une valeur refuge. Un placement pour les coups durs et la retraite, un toit pour ses vieux jours ».* Il convient pourtant que l'immobilier est chahuté. Les fins de mois sont difficiles, y compris pour la classe moyenne qui accompagne ses enfants parfois tard dans la vie, bien au-delà des études. Les taux d'intérêt sont passés en quelques mois de 1% à 4%, et les banquiers ne prêtent guère sans un apport de 20%. Ajoutons que les jeunes, plus que jamais, sont ultra mobiles et vont à coup sûr changer de job plusieurs fois dans les premières années de leur vie professionnelle. Alors, pourquoi acheter à Bayonne, si c'est pour partir à Paris deux ans plus tard ? *« Rien n'empêche de vendre pour mieux réinvestir »,* rétorquent les plus audacieux, ce qui suppose néanmoins de repasser sous les fourches caudines des organismes financiers. Pierre Thibaud observe par ailleurs que les maisons de campagne font moins recette. *« Souvent vides faute de temps pour s'y rendre, les charges courent pourtant et ont même tendance à augmenter. Alors, on les loue sur AirBnB, jusqu'à ce que la lourdeur du système rattrape le propriétaire ».* Le marché de l'immobilier est donc en mouvement, entre ceux qui se séparent de biens achetés durant le confinement, pensant à l'époque faire la bascule de leur vie, et ceux qui choisissent d'investir maintenant, parfois sur un coup de cœur. *« Il est vrai que les maisons 18ème n'ont pas la législation pour elles. Les diagnostiques obligatoires, en particulier celui de l'isolation, plaident plutôt en faveur d'un studio de 30m² en centre-ville. Mais, l'atout du charme ne s'explique pas, en particulier si l'on prépare la maison de ses vieux jours ».* Et en la matière, nombreux sont les Français qui veulent enfin profiter et se donner le temps de vivre.
Franck Bimbenet ne dit pas autre chose. Directeur à Orléans du groupe de gestion immobilière éponyme, quatrième génération du nom, il observe un réel attachement à la pierre. *« C'est une valeur refuge,* dit-il, *pour y vivre ou pour investir. Il n'est pas rare, poursuit-il, de voir des jeunes ménages, pas certains de rester sur place, commencer par acheter un bien qu'ils mettent immédiatement en location pour l'autofinancer, vivant eux-mêmes dans un appartement loué. Un, puis deux, voire trois, jusqu'à ce qu'ils aient constitué un capital qui leur permettra d'acheter là où ils sont certains de vouloir vivre ».*
La capacité du primo accédant étant limitée, le nombre de crédits refusés augmentant, le système peut surprendre mais fonctionne plutôt bien. Cette logique court-termiste et l'autofinancement rassurent le banquier. Contrairement aux années 80, la résidence principale n'est plus une priorité. Et ce n'est pas l'idée du détachement des biens matériels de cette terre qui prévaut. *« Elle reste marginale,* convient Franck Bimbenet. *En revanche, une autre motivation en faveur de la location est l'envie de profiter d'un bel espace de vie de 180m² dans un lieu d'exception qu'on ne pourrait pas s'offrir ».* Dans cet ordre d'idée, il existe aussi le *« coliving »,* un espace de vie partagé, avec salle de sport, cuisine et salon, et des espaces privés de résidence. Les étudiants en sont friands, comme les personnes retraitées. *« D'ailleurs, les personnes de plus de 65 ans, sauf à être fortunées, sont rarement candidates pour acheter à une heure tardive de leur vie, préférant garder des liquidités pour une éventuelle maison de retraite ».*

Franck Bimbenet, directeur à Orléans du groupe de gestion immobilière éponyme.

Pierre Thibaud dirigeant de l'agence immobilière Côté Loire à Orléans.

Ne plus posséder, c'est aussi se résigner à ne pas transmettre de biens à ses enfants. On consomme sans capitaliser. Advienne que pourra, la vie est suffisamment difficile pour ne pas se priver de l'instant présent et des biens dont on dispose. *« Si Dieu me prête vie,* explique Alain, quadra investisseur, *mes enfants hériteront quand ils auront soixante ans passés. Leur vie sera faite depuis longtemps. Alors… ».*

LOA, louer ou acheter ?

Autre bien de consommation, la sacrosainte voiture, qui attire tant de convoitises !
Il y a bien longtemps qu'on ne vous dit plus la valeur brute de celle que vous convoitez. On vous vend un loyer mensuel. La LOA, location avec option d'achat, est désormais la norme. *« 60% de nos véhicules sont financés de la sorte,* indique Fabrice Tavernier, qui dirige la concession Toyota Orléans. *Aux États-Unis, c'est 90% des ventes ».* Cette fois, c'est une question de finance. *« De par la technologie, la sécurité, les normes, les véhicules sont de plus en plus chers. La LOA apporte une forme de sécurité à la revente et une sécurité d'entretien ».* Et comme c'est une forme de crédit, elle donne accès à une gamme plus large de voitures, neuves ou presque.
Sans surprise, les jeunes achètent des véhicules d'occasion, les plus de 60 ans des véhicules neufs. Restent bien sûr les irréductibles, qui choisissent de ne pas avoir de voiture. Ceux-là, sans surprise non plus, habitent les centres-villes et utilisent les transports en commun. Pour partir en vacances, ils louent. Et même si c'est cher, ils s'en sortent encore bien, au prorata des mensualités qu'ils ne paient pas, de l'assurance, du parking et du carburant qui grimpe. L'idée n'est pas nouvelle, c'est une fois encore une question de bon sens.

Fabrice Tavernier, dirigeant de la concession Toyota Orléans.

> *« Aux États-Unis, la LOA représente 90% des ventes »*
>
> *Fabrice Tavernier*

La fin du monde ou la fin du mois ?

Les paradoxes ne manquent pas en ces temps perturbés. Les ménages les plus fragiles financièrement, font attention en fin de mois mais savent être solidaires. La marque solidaire *« C'est qui le patron »* fait recette, et les locavores sont de plus en plus nombreux. Toutefois, le bio est à la peine, la marque chinoise Shein fait un carton, et les éoliennes sont toujours mieux dans le département voisin.
Consommer oui, mais consommer mieux. C'est ce que disent les altermondialistes, qui militent pour une autre organisation du monde. Le mouvement altermondialiste a connu son apogée dans les années 2000. Il entend favoriser une économie plus solidaire et mieux répartie, ce qui conduit à une recherche d'alternatives systémiques à l'ordre international de la finance et du commerce mondialisé.

Pourtant, inutile de faire de gros efforts de mémoire pour comprendre que, souvent, cela ne vaut que pour les autres. Souvenez-vous de l'ouverture en grande pompe d'un magasin éphémère Shein (quatre jours seulement) dans le Marais parisien. Après Toulouse, Montpellier et Lyon, l'enseigne chinoise, spécialiste de l'ultra fast-fashion sur Internet a fait un carton auprès d'un très jeune public. Créée en 2008 et au bénéfice d'une crise sanitaire qui a eu un effet considérable sur ses ventes en ligne, l'enseigne affiche un chiffre d'affaires de près de 25 milliards de dollars, notamment grâce à sa cible privilégiée, les 15-24 ans. Précisément ceux dont on pourrait penser qu'ils portent la voix de l'écologie et de la solidarité humaine pour un monde meilleur. Même leurs parents qui les accompagnaient pour faire la queue le jour de l'ouverture, concédaient qu'ils fermaient les yeux, le temps de faire plaisir à leur progéniture. Prix moyen des pantalons et des polos de marque, 7€, et la livraison est gratuite. Le député européen Raphaël Glucksmann, sur le site du journal Le Monde, dénonçait *« un système qui exploite des travailleurs qui n'ont aucun droit ».* Greenpeace y est aussi allé de ses reproches écologiques, mais Shein a quand même fait un carton…

Gagner moins, pourquoi pas ?

« À quoi sert mon argent ? s'interrogent certains. *Profite-t-il au bien commun »* ? Quelques rares banques coopératives répondent à ces questions en proposant des placements dits *« équitables »*. De bon augure après le covid qui avait fait gonfler le bas de laine des Français. S'il fut une époque où les entreprises et les banques pratiquaient volontiers le greenwashing, la pratique est sinon révolue, du moins limitée, car souvent dénoncée sur les réseaux sociaux. Les banques comme le Crédit Coopératif (groupe BPCE), sont extrêmement attentives à leurs placements. *« D'autant que leur image et leur succès reposent sur leur pertinence,* explique Renaud Hervé, directeur du centre d'affaires d'Orléans du Crédit Coopératif. *Nous rémunérons les épargnants qui acceptent, à cette condition, d'abandonner une partie de leurs gains à des causes d'intérêt général »*. Environnement, handicap ou insertion par l'activité économique, les projets solidaires sont innombrables, et les épargnants acceptent de percevoir une rémunération qui peut être moindre, dès lors que le placement répond à leurs convictions. *« Pas d'armement, pas d'énergies fossiles ni de nucléaire et pas de pesticides de synthèse »*, détaille Renaud Hervé. Le champ des placements rentables se réduit, mais les causes ne manquent pas. L'écologie en est une. En 2019, la Région Centre-Val de Loire initiait sa COP régionale énergie-climat. Le but étant d'encourager les citoyens, les entreprises, les organismes et associations à se mobiliser en faveur de la préservation de l'environnement. Par sa vocation solidaire, le Crédit Coopératif s'est associé en signant une convention en faveur de cette action régionale.

Renaud Hervé, directeur du centre d'affaires d'Orléans du Crédit Coopératif

Chacun peut déposer de 10 à 100 000 €. L'ouverture du livret, en agence ou en ligne est gratuite, et les sommes déposées sont disponibles à tout moment. La rémunération n'est certes que de 0,15 %, mais avec l'assurance que cet argent servira la cause environnementale. Ce livret a ainsi obtenu le label *« Finansol »* de la finance solidaire. À l'aube des grandes transitions, le Crédit Coopératif se veut *« passeur de sens »* et dit *« agir pour ce qui fait du bien »*.

La peur de tout perdre

Claire Lacorne.

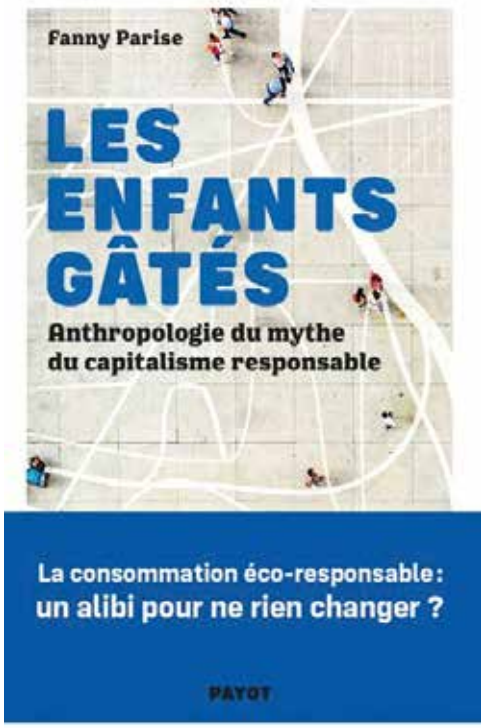
Et puis, il y a ceux qui s'inquiètent pour le maintien de leur patrimoine. Par les temps troublés de l'économie mondiale, entre crise sanitaire, inflation, réchauffement de la planète, prix des énergies et guerre en Ukraine, les placements sont confiés aux gestionnaires de patrimoine qui font dans la dentelle. Claire Lacorne est installée à Blois. *« Le patrimoine des Français augmente,* observe-t-elle, *avec de fortes disparités, mais la volonté de profiter est nouvelle. L'endettement des états, les affaires qui secouent les banques, la banqueroute annoncée de certains pays, font peur au point que certains épargnants préfèrent se rapprocher de conseillers, de courtiers ou de gestionnaires de patrimoine »*. Ajoutons que même pour ceux qui possèdent un peu d'argent, les prêts sont beaucoup plus difficiles à obtenir, car les banques réduisent leurs expositions sur les marchés. Claire s'enquière du profil de ses clients : investisseurs qui souhaitent une forte rentabilité, ou sécuritaire en père de famille ; ses options sur mesure ne seront bien-sûr pas les mêmes. Et puis, il y a ceux qui veulent tout simplement sortir du système et optent pour des prises de risque maximales en choisissant par exemple le Bitcoin. D'autres préfèrent l'or, valeur refuge mais fluctuante depuis des millénaires.
D'autres enfin restent attachés aux valeurs sûres que sont l'immobilier, pour louer ou tout simplement profiter de sites exceptionnels, classés monuments historiques aux travaux d'entretien défiscalisables.

Pas de palmier dans mon jardin

À l'image de leurs dirigeants, les entreprises s'inscrivent souvent dans la tendance qui pourrait résumer la pensée majoritaire : *« faire au mieux pour la planète »*.
David Legrand a créé *« Paysage comestible »* à Mont-Près-Chambord. Ce paysagiste est convaincu de la nécessité de préserver notre environnement. Il le fait en suggérant des essences végétales adaptées, des arbres qui n'ont pas traversé les océans pour être plantés chez nous. Il ne promeut pas non plus les piscines, question de bon sens, et suggère de tailler les haies moins souvent pour préserver la biodiversité.
Pour son matériel, acheter n'est pas une obligation, loin de là. *« C'est bien pour les amortissements et le cash quand on vend,* dit-il, *mais il n'est pas cohérent d'acheter un outillage que l'on utilise peu »*. Chaque année, à l'heure du bilan, David se repose la question avec son comptable. La mini pelle et le marteau perforateur ne devraient-ils pas appartenir à la société ? *« Je fais la balance garage/temps d'utilisation, et j'hésite encore… »*. La question est un casse-tête financier, et presque une interrogation philosophique. *« Pour les outils à moteur thermique qui ont leur équivalent en version électrique, on s'interroge même sur la provenance des matériaux, le bilan carbone de leur fabrication et l'impact de l'énergie consommée, nucléaire ou fossile »*. Voilà un résonnement de fond que peu prennent le temps de faire. Et même s'il n'y a pas de réponse absolue, il a le mérite d'être engagé. Pour la mini pelle, le raisonnement est plus prosaïque : dans la balance se trouvent le permis de conduire de l'ouvrier, la remorque, la livraison, la maintenance… l'addition se lit en euros au bas de la page !

David Legrand, créateur de *« Paysage comestible »* à Mont-Près-Chambord.

Créatocratie, quand tu nous tiens



Sur son blog *« Bon Pote »*, Thomas Wagner fait une interview bien sentie de l'anthropologue Fanny Parise à propos de son livre *« Les Enfants gâtés : Anthropologie du mythe du capitalisme responsable »* (Ed. Payot). Chercheur associé à l'Institut Lémanique de théologie Pratique de l'Université de Lausanne, elle s'intéresse à la *« créatocratie. Ce néologisme formé du préfixe creato (création) et du radical cratie (pouvoir), désigne un système dans lequel ceux qui dirigent, ceux qui ont le plus de pouvoir politique et économique sont ceux qui créent et qui contrôlent la culture. Une culture qui érige en valeurs suprêmes les valeurs sociétales (justice sociale, équité des genres, psycho-spiritualité) et les valeurs écologiques (sensibilité environnementale, respect de la condition animale et/ou du vivant) dans la justification du bien-fondé de la consommation dite consommation responsable.*
En France, observe-t-elle, l'idéologie dominante est celle du capitalisme responsable, qui vise à faire rimer profitabilité économique et transition socio-écologique, et qui s'exprime dans la vie quotidienne à travers la consommation éco-responsable.
Cette approche réformiste de notre système vise à maintenir le désir de consommation des gens via cette fameuse nouvelle culture légitime, qui repose sur les valeurs sociétales et écologiques. Ces valeurs nous amènent à perdre pied avec le réel, car ce n'est pas parce que l'on nous présente des objets, des services ou des expériences qui valorisent certaines valeurs créatocratiques, que leur valeur étendue est en cohérence avec les enjeux sociaux et écologiques actuels ».
Où l'on voit que le plus souvent, c'est le portefeuille qui est à l'origine des bonnes idées. Rien de mal en soit, il faut bien un moteur efficace à toute chose.
Mais n'allons pas croire que les grandes idées sont majoritairement mues par de grands élans de solidarité. Non, définitivement, ce sont encore bien souvent les mobiles financiers qui sont le moteur de nos plus grandes aspirations, fussent-elles écologiques et philanthropes.

S'habiller avec des vêtements made in région Centre-Val de Loire, c'est possible

Alors que la fast fashion est critiquée pour son impact néfaste sur l'environnement, certains en région Centre-Val de Loire ont fait le pari de créer leur propre marque de vêtements qui se veulent plus écologiques.

Il existe peu d'ateliers de fabrication de vêtements en région Centre-Val de Loire, hormis quelques-uns destinés à la haute couture et aux marques de luxe. Quand on parle de vêtements made in région Centre-Val de Loire, on parle donc surtout de l'imagination du vêtement en région.
C'est le cas notamment de Joëlle Meurgues, une orléanaise passionnée par la haute couture française qui a créé Maison Merise il y a deux ans. Elle travaille uniquement la maille dans un atelier en Mayenne (53). Les ateliers de maille ayant quasiment tous disparu, ceux qui restent représentent un coût important pour les marques faisant appel à eux. À Maison Merise, les ventes se font sur Internet et Joëlle organise également des cafés-mode à l'Hôtel de l'Abeille à Orléans. Particularité de la marque ? Elle propose seulement quatre modèles de robe avec une variété de soixante couleurs, allant du XS au XXL : la robe Léa, la Brise d'Été, la Business Woman et la Citadine. Ces robes sont adaptées à toutes les silhouettes, toutes les femmes, toutes les occasions et pour toute la vie. Elles sont fabriquées sur demande.

Fabriquer en France

À 52 ans, Vesna Renault a créé la marque Coolman en 2014. D'origine croate, elle a installé son entreprise à Tours. Elle propose des vêtements en laine de mérinos. La marque travaille avec trois ateliers à Laval, Troyes, et en Alsace. Les vêtements sont vendus sur internet et sur les salons.
À 36 ans, Émilie Souaidé a créé Annahpa il y a quatre ans.

Joëlle Meurgues, créatrice de Maison Merise.

Émilie Souaidé, créatrice de la marque de vêtements Annahpa.

Passionnée par la mode, son rêve de petite fille l'appelait à créer sa propre marque de vêtements. L'ancienne commerciale a lancé sa première collection en mars 2019. Habitant à Orléans depuis vingt ans, elle a basé son entreprise à Olivet et travaille avec une modéliste de la région. Les vêtements sont fabriqués dans deux ateliers, un dans l'Oise (60) et l'autre dans le Val-d'Oise (95). 80 % du chiffre d'affaires est réalisé dans près de cinquante points de vente en France, contre 20 % sur Internet. Ne pouvant et ne souhaitant pas surstocker, Émilie fabrique uniquement ce qu'elle vend et les boutiques doivent commander six mois à l'avance.

De la fast fashion à la slow fashion

Face à la surconsommation actuelle de vêtements en France, les trois femmes sont unanimes. La fast fashion doit laisser place à la slow fashion. « *La surconsommation a été un souci dès le début,* explique Joëlle Meurgues. *Tout a été délocalisé en Chine ! Il y a beaucoup de quantité, mais pas de qualité. Le fait de produire à la demande n'entraine pas de surconsommation.* »
« *Les vêtements sont devenus jetables,* poursuit Vesna Renault. *Le consommateur est tenté d'acheter tout ce qui est en promo. Il y a parfois une frénésie d'achat. À mon sens, il faudrait acheter moins de vêtements, mais de meilleure qualité. Les fabricants doivent faire des vêtements plus durables. La réindustrialisation de la France est une bonne intention, mais il faudra des années pour y arriver. Les marques de vêtements doivent donner l'ordre de produire de la qualité.* »
« *On a mis trente ans à délocaliser. On mettra trente ans à relocaliser* », résume Émilie Souaidé.

À noter tout de même, que les marques présentées ici ne s'adressent pas à tous les portefeuilles. Sans filière textile en France, la mode Made in France ou Made in Val de Loire risque donc de rester un phénomène de niche encore quelques temps…

https://www.maisonmerise.com/
https://www.coolman.fr/
https://www.annahpa.com/

Maxence Yvernault

L'hospitalité au cœur de la politique touristique régionale

L'Office de Tourisme & des Congrès Tours Loire Valley ainsi que le Comité Régional du Tourisme (CRT) Centre-Val de Loire mettent en avant la notion d'hospitalité, à l'échelle de Tours, mais aussi à l'échelle de toute la région Centre-Val de Loire.

« On ne parle pas de touristes, mais essentiellement de visiteurs, explique d'emblée Henri Poignet, Directeur de l'Office de Tourisme & des Congrès Tours Loire Valley. Les locaux utilisent et consomment leur territoire ». « Un habitant peut être un visiteur d'un jour », confirme Marie Le Bihan, animatrice régionale des Offices de Tourisme au CRT Centre-Val de Loire. L'hospitalité s'adresse donc à tout le monde et notamment aux habitants d'une ville ou d'une région.

L'hospitalité, une expérience globale

L'office de tourisme tourangeau, par exemple, accueille près de 120 000 visiteurs par an. Parmi eux, 65% sont français et 35% sont des étrangers. Parmi les Français, la moitié habite en Indre-et-Loire. Pour ces derniers, l'offre est souvent déjà identifiée et l'hospitalité passe par le besoin d'un conseil, d'autant plus que certaines prestations passent uniquement par l'office de tourisme. Ainsi, le nombre d'appels téléphoniques adressés à l'établissement continue d'augmenter.
« La tête de gondole du Val de Loire, ce sont les châteaux, poursuit Henri Poignet. Ici, il n'y a peut-être pas la mer, ni la montagne. Mais, il y a aussi autre chose que les châteaux ». Et les propositions ne manquent pas à Tours et dans les alentours : guinguettes en bord de Loire, festivals, canoë-kayak sur la Loire, Loire à vélo ou encore dégustations de vins, fromages et jus de pommes bio, …

L'objectif n°1, la satisfaction des visiteurs

De son côté, le CRT Centre-Val de Loire met en avant l'expérience client et travaille avec les offices de tourisme et les collectivités. Il propose un accompagnement, une analyse globale du parcours des visiteurs, définit les sources de satisfaction et d'insatisfaction, répond aux besoins et met en œuvre différentes actions. Marie Le Bihan accompagne actuellement quinze communautés de communes, toutes volontaires et disposant d'un office de tourisme. Selon elle, *« un office de tourisme, plus ou moins grand, est garant de la satisfaction client. Il propose un schéma d'accueil et de diffusion de l'information pour que celle-ci soit connue de l'ensemble des acteurs, habitants et commerçants. »*
À Amboise (37) par exemple, le CRT a suggéré de mettre en place des animations nocturnes gratuites avec un marché nocturne, des animations dans le château et des spectacles de théâtre et de musique. *« Le CRT a soulevé ce manque et le désir d'organiser ces animations nocturnes est ressorti de cet accompagnement. Le CRT a donné des pistes, des conseils ».* Autre exemple, à l'initiative du CRT, à Montlouis-sur-Loire (37), un camion, sorte de mini-office de tourisme mobile, est déployé dans des lieux identifiés afin de promouvoir le territoire.

Organisé par l'Office de Tourisme de Montlouis-Vouvray, l'accueil hors les murs déploie un mini-office de tourisme mobile.

Maxence Yvernault

L'équipe irlandaise de rugby à Tours

La prochaine Coupe du monde de rugby se déroulera en France du 8 septembre au 28 octobre prochain. À Tours, l'office de tourisme prépare l'arrivée de l'équipe irlandaise de rugby qui sera hébergée dans la ville pendant cinq semaines. À l'équipe en elle-même, l'établissement va proposer des prestations et une offre touristique. Côté visiteurs, l'évènement va attirer des tourangeaux, des Français, mais aussi des visiteurs du monde entier. Pour eux, l'office de tourisme prévoit la mise en place *« de structures d'accueil et d'affichage dans une certaine cohérence,* explique Henri Poignet. *Les visiteurs devront avoir le sentiment qu'il se passe quelque chose. De plus, le prix des hébergements à Paris va être exhorbitant. Certains vont donc préférer se loger à Tours. La présence de l'équipe d'Irlande va aussi entraîner un afflux de journalistes. »*

« Une Journée aux châteaux » revient pour une septième édition

Le Conseil départemental de Loir-et-Cher renouvelle son opération « Une Journée aux châteaux » du 23 septembre au 22 octobre prochain. Le Château de Fougères-sur-Bièvre (41), le Château Royal d'Amboise (37) et le Château de Châteaudun (28) sont les trois participants de cette septième édition.

Chaque année depuis 2017, le Département du Loir-et-Cher permet à ses habitants d'accéder gratuitement à plusieurs châteaux situés en région Centre-Val de Loire. En 2023, le Château de Fougères-sur-Bièvre a été choisi pour représenter le Loir-et-Cher. Édifié à la fin du XVème siècle, ce château-fort est situé près de la rivière de la Bièvre au Sud de Blois.
Pour la troisième année consécutive, le Département élargit son opération à d'autres départements en région Centre-Val de Loire. En Indre-et-Loire, c'est le Château Royal d'Amboise qui a été choisi. Situé en bords de Loire, le château met notamment à disposition l'HistoPad, un outil numérique qui propose au visiteur des reconstitutions en réalité augmentée des salles du château. Pour Marc Metay, directeur du château, cet événement *« va contribuer à ouvrir encore plus largement nos portes aux Loir-et-Chériens, des voisins proches qui savent apprécier le patrimoine en connaisseurs. »*
Le Château de Châteaudun représentera l'Eure-et-Loir. Il surplombe la rivière du Loir et allie une architecture médiévale, gothique et Renaissance. *« Après le succès rencontré en 2019 au château de Talcy, le Centre des monuments nationaux se réjouit d'accueillir gracieusement les habitants du Loir-et-Cher, lors de l'opération ''Une journée aux châteaux'' à l'automne 2023 »*, explique Martine Royer Valentin, administratrice du château de Châteaudun.

Le Château Royal d'Amboise, en Indre-et-Loire.

Les billets devront être exclusivement et impérativement réservés en ligne dès la rentrée de septembre sur departement41.fr. Plus d'informations sur les trois châteaux sur :

https://www.fougeres-sur-bievre.fr/
https://www.chateau-amboise.com/
https://www.chateau-chateaudun.fr/

Maxence Yvernault

PUBLI-INFORMATION | TOURISME

Le Castelrenaudais

Depuis le mois de mai et jusqu'à septembre, la Maison du Tourisme de la Communauté de Communes de Castelrenaudais accueille le public pour lui faire découvrir les richesses de son territoire avec une offre touristique variée, mêlant à la fois nature, patrimoine et pépites insolites, mais aussi, en prime cette année, la vente de produits locaux.

L'atout fort du tourisme vert

La Maison du Tourisme met en avant l'un des atouts forts de son territoire : le tourisme vert. Pour mieux le découvrir, 400 kilomètres de sentiers de randonnée pour tous sont balisés, en partenariat avec le comité Départemental de randonnée.
34 parcours différents sont proposés, empruntant toutes les communes, dont 10 spécialement pour les familles et enfants.
Grâce à la diversité des parcours, des distances et des difficultés, chacun peut trouver le sentier qui lui correspond en fonction de ses envies.
L'offre touristique cyclable apparaît également comme une évidence pour venir en complément de l'offre pédestre. C'est pourquoi, 4 vélos sont proposés cette année à la location pour compléter cette offre globale de reconnexion à la nature.

La vente de produits locaux

Cette année, la Maison du Tourisme, ouvre également sa boutique : grâce à la création d'une régie, elle peut désormais vendre les produits de 15 producteurs et artisans locaux.

Attractions touristiques et événements incontournables

Parmi les attractions touristiques notables du territoire, citons : le Musée du Cuir de Château-Renault, le Safari-train d'Autrèche, le Musée of Africa de Crotelles ou encore l'Arboretum de Monthodon.

Le centre aquatique intercommunal Castel'eau, situé sur la commune de Château-Renault, permet de profiter d'un espace bien-être avec jacuzzi, hammam et saunas, d'un bassin et des ses lignes d'eau pour nager.
La Communauté de Communes propose également cette année une 4ème édition des Heures Gourmandes. 4 rendez-vous incontournables avec des producteurs locaux, des animations musicales et des foodtrucks pour partager un moment convivial.

Renseignements et informations
Maison du Tourisme du Castelrenaudais
Esplanade des droits de l'Homme
37110 Château-Renault • 02 46 990 990

www.tourisme-castelrenaudais.fr

tourisme@cc-castelrenaudais.fr

La Coupe du Monde de Rugby approche !

Partenaire de la Coupe du Monde de Rugby organisée en France du 8 septembre au 28 octobre 2023, la ville de Tours a dévoilé les manifestations qui se dérouleront avant et pendant l'événement.

© Freepik

Mercredi 31 mai, la métropole tourangelle a officialisé le programme de ses différentes animations à J-100 de l'ouverture de la Coupe du Monde. Nul doute : la cité tourangelle est fin prête pour vibrer au rythme de la compétition !
Dès début juillet, les scolaires de la métropole pourront participer à des ateliers ainsi qu'à des animations autour du rugby. D'autres manifestations, cette fois dédiées à tous les jeunes, seront également organisées du 1er au 15 juillet puis du 1er août au 1er septembre à l'espace Loisirs jeunes de Tours Nord et au quartier du Sanitas.
Tout l'été, l'Irlande, première nation mondiale de rugby, établira son camp de base dans la cité tourangelle et sera au cœur des animations. Un entrainement du XV du Trèfle sera d'ailleurs ouvert au public au stade de la Vallée-du-Cher, à une date qui sera communiquée ultérieurement, et une délégation irlandaise sera présente pour l'ouverture du complexe sportif de la Chambrerie le 5 juillet, où les Irlandais organiseront leur camp d'entrainement. Aussi, une fête irlandaise mettant le ballon ovale à l'honneur, avec toutes les associations tourangelles, se déroulera le 10 septembre, soit un jour après l'ouverture de la Coupe du monde, autour du lac de la Bergeonnerie. De nombreux supporters irlandais devraient également faire le déplacement et séjourner sur le territoire le temps de la compétition. Une belle occasion pour les acteurs du Tourisme de mettre en avant la Touraine !
Enfin, des fan-zones seront installées dans la métropole. Pour la retransmission du match d'ouverture entre la France et la Nouvelle-Zélande, une grande fan-zone sera ainsi installée au stade Tonnellé, pour suivre la rencontre sur écran géant. Un événement gratuit qui devrait lancer à merveille le tournoi et les festivités (en espérant que les Bleus gagnent, bien sûr). De nouvelles fan-zones seront ensuite mises en place pour les quarts de finale, les demi-finales et la finale si la France se qualifie.
Le compte à rebours est lancé !

Johann Gautier

Nul besoin de montagne pour faire du chien de traineau en Touraine

David et Sandrine Blanchin ont créé Latitude Nordique en 2012, une entreprise qui propose du cani-kart et de la cani-rando. Situés dans le village de Braslou, au sud de l'Indre-et-Loire, tout près du département de la Vienne, ils visent une clientèle de particuliers et d'entreprises.

En 2012, le couple détenait une douzaine de huskys de Sibérie adoptés au fil des années. *« Ma passion est devenue mon métier, qui reste une passion »*, s'enthousiasme David. Aujourd'hui, le couple possède une meute de 29 chiens. Parmi eux, douze ont été adoptés à la SPA et ont rapidement retrouvé leur instinct de tirer un traineau. Pour le cani-kart, ils tirent un engin à quatre roues pouvant aller jusqu'à 35km/h.

Une activité ouverte à tous

Les particuliers représentent 70% de la clientèle de l'entreprise. L'activité est ouverte à tout le monde, tout âge et notamment *« à ceux qui ne peuvent pas aller à la montagne »*, poursuit David. Les entreprises et les collectivités représentent les 30% restant. Le couple accueille les comités d'entreprises, séminaires et autres activités de team building. Il travaille avec les agences événementielles, notamment en période de fin d'année. Il collabore également avec les communes, les communautés de communes et les centres de loisirs et peut accueillir jusqu'à une cinquantaine d'enfants.

« Le husky de Sibérie est un chien spécifique, parfois difficile, avec beaucoup de caractère, explique David. Il se dresse, il ne s'éduque pas ! Il faut être très présent. » D'ailleurs, que fait le couple quand il s'agit de partir en vacances ? Généralement, le mois de janvier étant plus calme, cette année, le couple est parti en Laponie avec sa meute pendant un mois. Même en vacances, la passion ne semble donc jamais loin…

Entre deux balades, la meute de 29 huskys de Sibérie fait une pause dans son parc de 2 000m².

Cani-rando (une demi-journée de balade) : 20€ par enfant / 25€ par adulte
Cani-kart (1h15 de balade) : 39€ par enfant / 49€ par adulte
www.latitudenordique.fr

Maxence Yvernault

D'Algoflash à l'écriture : le parcours hors norme de François Santini

Son nom est associé à deux grandes entreprises horticoles et à treize records du monde. Aujourd'hui retraité, François Santini est un hyperactif de 80 ans qui profite de « sa troisième vie » comme il aime à le dire. Retour sur son parcours hors norme.

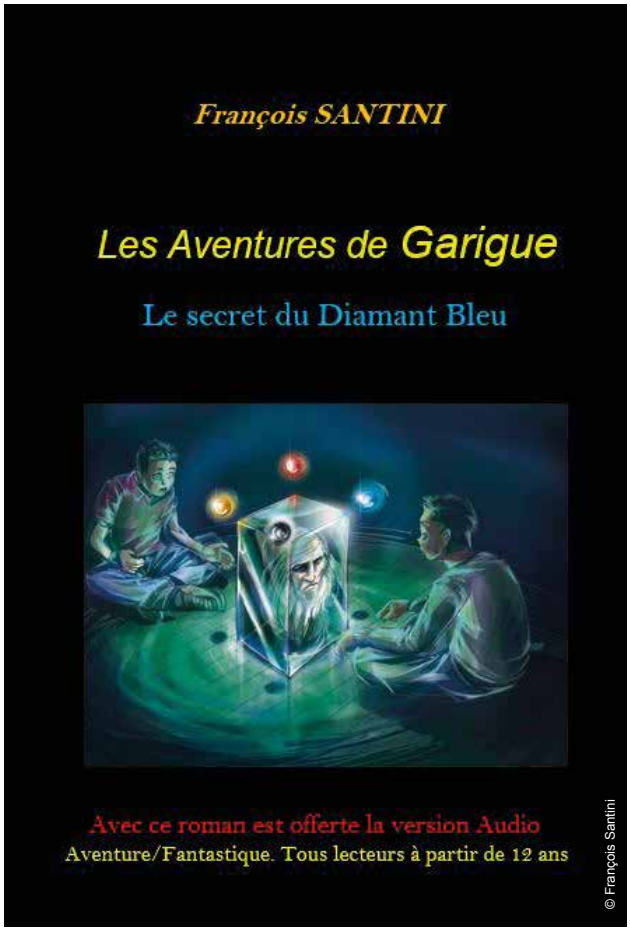
Passionné d'horticulture, entrepreneur et bâtisseur, François Santini a déployé ses multiples talents pour hisser au premier rang l'entreprise familiale Algoflash, et la faire rayonner à l'international.

En 1982, il décroche son premier record du monde lors d'une émission TV « *Incroyable mais vrai* » animée par Jacques Martin. C'est à ce moment-là que démarre la success story.

Détenteur de treize records du monde pour un produit qui accélère la croissance des plantes, François Santini devient la coqueluche des télévisions, à chaque fête de la Toussaint.

Si son quotidien de chef d'entreprise a évolué depuis la revente de ses deux sociétés (Algoflash puis Or-brun), François Santini a un quotidien bien rempli : « *Dans la journée, je plante des arbres et ensuite, j'écris tous les jours jusqu'à minuit. En ce moment, je finis la réécriture que j'ai entreprise de tous mes livres. Je me déplacerai ensuite à Paris. Objectif : le salon du livre.* »

François Santini



Un esprit créatif au service de son travail

Ce créateur d'aventures ainsi qu'il se décrit, a entrepris, après la vente de sa seconde entreprise, l'ouverture d'un nouveau chapitre : celui de « *sa 3e vie* » avec le projet d'écrire un livre pour chacun de ses petits-enfants.

Mais là encore, François Santini ne s'est pas contenté d'en écrire dix, mais quarante ! Son imagination débordante lui permet ainsi d'entraîner le lecteur d'une aventure à l'autre.

Ses personnages sont souvent des jeunes enfants dont la candeur et la spontanéité à poser des questions sont rafraîchissantes. En qualité de fidèle lecteur de « *Science et vie* », il apprécie de lire des articles sur des sujets innovants ou d'avenir. Et oui, on ne devient pas treize fois recordman sans avoir une grande curiosité pour l'innovation et l'extraordinaire !

Un esprit vif et une créativité hors norme caractérisaient déjà François Santini : « *Quand j'allais voir un client, j'avais préparé les arguments et contre-arguments. Je créais mes situations avant de rencontrer mes clients. Je disais à mes collaborateurs : ''vous êtes comme au théâtre et vous, vous connaissez la pièce. Vous devez absolument tenir un dialogue et le client doit dire oui''. Quand je crée une histoire pour un livre, là aussi, j'invente, j'argumente.* »

Retrouvez l'ensemble des romans de l'auteur ainsi qu'un livre audio gratuit à écouter sur www.les-romans-degarigue.com

Camille Colloch

La Région **Centre-Val de Loire** présente
sa saison **culturelle** et **touristique**

NOUVELLES RENAISSANCE(S) !

CENTRE-VAL DE LOIRE
2023 - TERRE DE CRÉATION

Spectacles
Dégustations
Expositions
Visites ...

Tous les événements sur nouvelles-renaissances.com

#NouvellesRenaissances2023

www.agencedesmonstres.com

NATURE, CULTURE, ART DE VIVRE

RÉGION CENTRE VAL DE LOIRE

DU 1ER JUILLET AU 31 AOÛT 2023

PROFITEZ DE L'ÉTÉ AVEC Rémi !

80 000 BILLETS À PRIX RÉDUITS

80 000 billets à 15€, 20€ et 25€ sur une sélection de destinations en 2nde classe certains jours et dans certains trains Rémi, dans la limite des places disponibles. En vente du 22 mai au 31 août 2023, pour des trajets entre le 1er juillet et le 31 août 2023 en Centre-Val de Loire et à destination de Paris. Prix valables par personne pour un aller simple. Billets en vente exclusivement jusqu'à 2 jours avant la date de voyage aux guichets des gares, sur le site Rémi, SNCF Connect et en agences de voyage agréées. Billets ni échangeables ni remboursables. Offre non cumulable avec tout autre tarif réduit. Offre non valable sur les lignes TGV et Intercités. SNCF VOYAGEURS SA - 519 037 584 R.C.S. Bobigny – Conception 90c. Ne pas jeter sur la voie publique. Édition mai 2023.

LA RÉGION ORGANISE VOS DÉPLACEMENTS EN CENTRE VAL DE LOIRE

www.remi-centrevaldeloire.fr

Rémi | Centre-Val de Loire

RÉSEAU DE MOBILITÉ INTERURBAINE

SNCF VOYAGEURS